


LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© VICTORIA VIENNET

A photograph of Nathalie Arthaud, a French politician, at a campaign event. She is wearing glasses and a patterned top, looking towards the right. In the background, several people are visible, some holding newspapers. A red semi-transparent box is overlaid on the right side of the image, containing the main headline.

Nathalie Arthaud, candidate à l'élection présidentielle

- **Kazakhstan**
- **Chine - États-Unis**
- **Inde : le « mouvement des paysans »**
- **Afrique du Sud : après les élections municipales**
- **Lire Rosa Luxemburg**

Au sommaire de ce numéro

Nathalie Arthaud, candidate à l'élection présidentielle	1
Kazakhstan : la classe ouvrière face aux bureaucrates, à Poutine et aux puissances impérialistes	6
Chine-États-Unis : une concurrence féroce mais inégale	13
Inde : un bilan du mouvement des paysans	20
Afrique du Sud : au lendemain des élections municipales, clap de fin pour l'ANC ?	28
Lire Rosa Luxemburg	35

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Nathalie Arthaud, candidate à l'élection présidentielle

Nathalie Arthaud représentera Lutte ouvrière dans l'élection présidentielle. Les lecteurs de *Lutte de classe* trouveront dans notre journal et sur le site <https://www.nathalie-arthaud.info> de nombreuses informations sur la campagne. Nous reproduisons ci-dessous les textes de quelques-uns des clips réalisés par notre candidate pour cette élection.

POURQUOI JE SUIS COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Je suis communiste parce que je pense que la course aux profits et la propriété capitaliste nous condamnent. Elles nous condamnent à l'exploitation, aux inégalités, aux crises. Elles nous condamnent au dénuement d'une grande partie de la planète, aux tensions et aux rivalités internationales et aux guerres. Et puis elles détruisent la planète, parce que les richesses sont exploitées sans limite, parce que l'économie de marché n'est pas conçue pour répondre aux besoins des hommes mais pour l'accumulation des richesses par une minorité. Et, comme tout est soumis aux lois de la concurrence et du marché, rien n'est organisé, coordonné, planifié à l'échelle de la société, et c'est un gâchis inouï.

La société capitaliste a développé d'immenses possibilités scientifiques et techniques. La bourgeoisie, qui détient un pouvoir absolu sur ces moyens de production, est incapable de les mettre au service de l'humanité. Eh bien, les travailleurs, eux, sont capables, parce qu'ils sont au cœur même du système et



Meeting parisien du 9 octobre 2021.

qu'ils ont intérêt à le faire fonctionner collectivement.

L'objectif du communisme, c'est que les travailleurs prennent le pouvoir politique et exproprient les grands groupes capitalistes, pour gérer l'ensemble de l'économie collective et démocratiquement.

Cela ne se fera pas par les élections, parce que les élections ne changent rien à l'exploitation et à la domination capitalistes. Même pour s'opposer à telle ou telle mesure antiouvrière, il faut des manifestations, des grèves, des occupations d'usines, voire des insurrections. C'est dans de telles luttes que les travailleurs peuvent prendre conscience

qu'ils doivent s'emparer du pouvoir. Ce sont les révolutions qui ont toujours transformé la société en profondeur. Cela a été vrai dans le passé, ça le sera aussi demain.

RÉVOLUTIONNAIRE, POURQUOI JE SUIS CANDIDATE À LA PRÉSIDENTIELLE ?

Je ne suis pas candidate pour m'asseoir dans le fauteuil de présidente de la République, je veux plus que cela : je veux le changement de toute la société, parce qu'il faut renverser le capitalisme ! Cela ne se fera pas du haut de l'Élysée, mais par en bas,

quand le monde du travail et la jeunesse révoltée combattront la loi du profit et la propriété capitaliste au travers des luttes collectives.

Parce qu'ils sont au cœur du système productif, les travailleurs sont le fer de lance de ce combat, non seulement pour faire reculer l'exploitation, mais pour stopper cette course aux profits et son cortège d'inégalités, d'injustices, d'arriérations et de barbarie.

Mais il y a un préalable: c'est que les travailleurs reprennent confiance dans la force de leur camp, qu'ils se donnent un parti et une politique de classe. Et, si les élections ne peuvent pas changer notre sort, elles permettent à ce parti et à cette politique de s'exprimer. Il faut que les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, tous ceux qui sont révoltés par cette société occupent le terrain politique. Il ne faut pas le laisser aux politiciens bourgeois, qui n'imaginent pas d'autre horizon que le capitalisme.

En votant pour moi, les travailleurs affirmeront leurs besoins, leurs intérêts, qui sont à l'opposé de ceux de la classe capitaliste qui nous exploite et aspire toutes les richesses. Ils se rendront visibles en affirmant leur fierté de faire fonctionner toute la société. Ils affirmeront la nécessité de s'affronter au grand patronat et aux financiers. Ce faisant, ils prépareront l'essentiel: les luttes à venir dans la perspective de détruire le capitalisme.

MON PROGRAMME DE LUTTE

Il y a plus de 3,5 millions de personnes sans aucun emploi, et Macron est satisfait des chiffres du chômage! Et, en fait, tous les politiciens qui se sont succédé ont accepté le chômage et la précarité de masse, parce qu'ils se moquent bien des femmes et des

hommes des classes populaires. Alors, à l'opposé de cela, notre but doit être zéro chômeur. Pouvoir gagner sa vie est une nécessité, pour tous. Zéro chômeur, c'est possible en se répartissant le travail existant, sans diminution de salaire et en créant de nouveaux emplois utiles; et quand on voit le manque de bras dans les hôpitaux, dans les Ehpad ou l'éducation, il y en a à créer.

Et, bien sûr, il faut l'augmentation générale et massive des salaires, des allocations et des pensions. Et ce ne sont pas des miettes qu'il faut, mais des augmentations de 300, 400, 500 euros par mois. Et, pour ne pas en perdre le bénéfice à cause de l'inflation, il faut que les revenus des travailleurs suivent l'augmentation réelle des prix.

En fixant à 2 000 euros le niveau en dessous duquel il comptait attribuer sa prime, Castex a avoué lui-même que c'était un minimum pour vivre correctement. Eh bien, 2 000 euros net, ce doit être un minimum pour les salaires, pensions et allocations.

Revendiquons ce qui nous est nécessaire pour vivre: nous faisons tourner toute la société, nous sommes essentiels, il n'y a aucune raison de se faire petits! Si nous raisonnons en fonction de ce que le patronat est prêt à nous laisser pour vivre, nous resterons les éternels sacrifiés. Il faut raisonner à l'inverse. La société doit d'abord répondre aux besoins du monde du travail, et ce, «quoi qu'il en coûte» au patronat! Et si le système capitaliste n'en est pas capable, eh bien, il faut le renverser!

Mon programme n'a rien à voir avec ces programmes électoraux qui sont censés appâter l'électeur et qui finissent à la poubelle parce que le Medef s'y oppose. C'est une série d'objectifs vitaux pour le monde du travail, qui devront être arrachés au grand patronat et au gouvernement au travers d'un rapport de force.

Dans ce rapport de force, la revendication du contrôle ouvrier jouera un rôle décisif: il faut savoir combien d'argent il y a dans les comptes des entreprises, connaître les marges, les profits et l'utilisation qui en est faite. La véritable démocratie, ce serait cela: que ceux qui font tourner les entreprises puissent décider de leurs choix et de leurs priorités.

POURQUOI JE ME RÉCLAME DU CAMP DES TRAVAILLEURS?

Je me réclame du camp des travailleurs parce que la société est divisée en deux camps. Il y a d'un côté une minorité capitaliste, un grand patronat, une grande bourgeoisie qui s'enrichit sur l'exploitation en faisant fructifier ses capitaux. De l'autre, des femmes et des hommes qui ne sont pas nés avec une cuillère en argent dans la bouche, et qui ont une vie de labeur.

Certains sont salariés, d'autres au chômage ou galèrent avec quelques heures de travail, d'autres encore ont été démolis par le travail et sont en invalidité. Il y a aussi les travailleurs à leur compte, qui n'exploitent



Meeting de Nathalie Arthaud, le 9 octobre 2021, à Paris.

personne et triment du matin au soir, ou les femmes au foyer, qui peuvent, elles aussi, être considérées comme les premières de corvée dans cette société.

La minorité capitaliste prospère sur l'exploitation, les malheurs, l'appauvrissement de ce camp. Plus les entreprises sont rentables et profitables, plus les grands actionnaires sont rapaces et s'attaquent aux travailleurs. Plus la société est riche, moins elle se donne les moyens pour éduquer, soigner ou s'occuper des anciens !

Il faut que les travailleurs défendent leurs intérêts, il faut qu'ils inversent le rapport de force avec la classe capitaliste. Ce combat les poussera, tôt ou tard, à remettre en cause toute la société et son fondement, le capitalisme.

Les travailleurs ne sont pas seulement les plus exploités, ils sont les combattants de demain. Ils constituent la seule force révolutionnaire susceptible de renverser le capitalisme et de faire naître une nouvelle société. C'est en liant leur sort au camp des travailleurs que tous les révoltés qui rêvent d'un monde plus juste et plus humain seront en capacité de le réaliser.

POURQUOI JE SUIS INTERNATIONALISTE

Les candidats de tous les grands partis, du PCF au Rassemblement national, font une consommation extraordinaire du mot France. Mais parler des intérêts ou de la grandeur de la France revient toujours à défendre les intérêts et la grandeur des Arnault, des Peugeot, des Michelin ou des Drahi, jamais des travailleurs et des plus pauvres.

La « patrie » que les classes dominantes voudraient nous voir vénérer ne promet qu'une vie de labeur de plus en plus dure pour les classes populaires et elle résulte, dans bien des cas,

de marchandages sanglants, de spoliations éhontées, réalisés sur le dos des peuples. C'est ce qui avait amené Marx et Engels à écrire, dans le *Manifeste du parti communiste* : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

Je me revendique de l'internationalisme, parce que le capitalisme s'est développé à l'échelle internationale, étendant au niveau mondial le marché et la division internationale du travail. De ce fait, la classe ouvrière sur laquelle repose l'exploitation capitaliste est une classe internationale, qui ne peut s'émanciper, renverser définitivement le pouvoir de la bourgeoisie et réorganiser l'économie qu'à l'échelle mondiale.

La pandémie, ainsi que la crise climatique et l'entrelacement économique, montrent qu'il n'y a plus de solution à l'échelle nationale. Il faut aller vers une coopération fraternelle de tous les peuples. Cela ne sera possible qu'en renversant la domination impérialiste des grandes puissances et de leurs capitaux sur les pays pauvres, qui conduit au sous-développement et à des régimes aussi corrompus que dictatoriaux. Y parvenir va de pair avec le renversement de la domination de la classe capitaliste sur le monde du travail.

On pourra alors construire des rapports égalitaires et fraternels d'un bout à l'autre de la planète, et là, on pourra vraiment parler de l'humanité.

COMMENT LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE ?

Le camp des travailleurs réunit des femmes et des hommes de toutes les origines, de toutes les couleurs de peau, avec ou sans religion. Nous souffrons ensemble, nous travaillons ensemble, et nous sommes amenés à nous battre ensemble. Eh bien, cela doit devenir la conscience politique de constituer un seul

et même camp, avec des intérêts et un combat communs : s'organiser et se défendre contre le grand patronat.

Le meilleur rempart au racisme et au poison de la division distillé par l'extrême droite, et repris par nombre de politiciens bourgeois de droite comme de gauche, c'est de lutter ensemble contre ceux qui nous exploitent. C'est d'avoir une politique et des perspectives d'émancipation communes.

LIBERTÉ DE CIRCULATION !



Une des affiches de notre campagne.

À l'opposé de l'orientation réactionnaire, anti-migrants pour ne pas dire raciste, qu'a prise le début de la campagne présidentielle, je suis fière de dire « bienvenue » aux femmes et aux hommes forcés d'émigrer. Je suis l'une des rares candidates à considérer que les femmes et les hommes qui se massent à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, ceux qui sont à Calais, qui essaient de traverser la Manche à leurs risques et périls, font partie intégrante de mon camp, le camp des travailleurs. Qu'ils soient présentés comme des menaces m'est insupportable.



Comme nous, ces femmes et ces hommes avaient un toit, une famille, un métier. Ils étaient cuisiniers, maçons, ingénieurs, médecins... Ils ont vu leur monde s'effondrer dans la misère sous un déluge de bombes et beaucoup d'entre eux se retrouveront, demain, à travailler à nos côtés...

Alors, je me place du point de vue de ces travailleuses et travailleurs. Quels sont leurs besoins? Pouvoir circuler, pouvoir passer les frontières, et s'installer là où ils ont choisi d'aller, soit parce qu'ils parlent la langue du pays, soit parce qu'ils y trouveront du soutien et qu'ils pensent pouvoir y trouver un travail. La liberté de circulation et d'installation fait partie des droits que l'on doit arracher pour tous les travailleurs.

Les frontières ne sont là que pour les plus pauvres, pour les travailleurs en réalité, car lorsqu'on a un portefeuille bien garni, quand on est millionnaire, passer une frontière est une simple formalité administrative. Eux sont accueillis à bras ouverts! Jamais personne n'a traité un émir du Qatar de migrant, pour lui les grands hôtels parisiens sont toujours ouverts.

Alors, il faut revendiquer la liberté de circulation et d'installation et se préparer à accueillir ces femmes et ces hommes chassés de chez eux comme des frères et des sœurs, parce que la plupart travailleront demain

sur les lignes de découpe dans les abattoirs ou sur les chantiers. Ils seront nos frères, nos sœurs de souffrance et, si nous savons nous adresser à eux, ils seront nos frères et nos sœurs de combat, et nul doute qu'avec leur expérience et leur courage ils seront des forces précieuses.

GAUCHE ET DROITE AU SERVICE DES MÊMES CAPITALISTES

De Jadot à Roussel, d'Hidalgo à Mélenchon en passant par Taubira et Montebourg, chacun rêve de s'imposer en sauveur de la gauche, forçant les autres à s'aligner derrière lui. Mais une nouvelle mouture de l'Union de la gauche ne pourrait qu'accoucher une fois encore de gouvernements à plat ventre devant le patronat, avec les mêmes résultats désastreux que les gouvernements Mitterrand, Jospin ou Hollande. Car la gauche gouvernementale n'a pas seulement contribué à faire reculer la condition ouvrière, elle a aussi une immense responsabilité dans le recul de la conscience politique des travailleurs et dans le discrédit jeté sur l'idéal socialiste.

L'effondrement du PS et du PCF est pour moi la preuve qu'il n'y a pas de juste milieu: le capitalisme, ou bien on le combat jusqu'à sa destruction, ou bien l'on finit par s'y intégrer et de-

venir un de ses rouages. Cela me conforte dans mes convictions communistes révolutionnaires.

LA QUESTION DE L'ÉCOLOGIE ET DU CLIMAT

Tout le monde le sait, tout le monde le dit, nous courons à la catastrophe écologique. Feux de forêts immenses; inondations; recul de la biodiversité; fonte accélérée des glaciers; montée des mers et des océans; pics de chaleur tels qu'une nouvelle expression a été inventée: les dômes de chaleur... Eh bien, tous ceux qui sont convaincus que l'heure de la mobilisation climatique a sonné doivent remettre en cause l'organisation capitaliste de la société, sous peine de demeurer impuissants.

Il arrive à certains écologistes d'expliquer qu'il faut revoir tout le système. Mais ce système, il a un nom: le capitalisme. Il a une logique: l'exploitation des hommes et des ressources naturelles jusqu'à les détruire. Il est fondé sur la propriété privée des moyens de production, la concurrence, le marché. Et il est dirigé par une classe sociale qui décide seule et qui ne voit pas plus loin que le bout de son portefeuille.

Rien dans ce système n'est fait pour penser et organiser collectivement et rationnellement les moyens de production. Rien n'est anticipé, coordonné, pour économiser les ressources à l'échelle collective, pour réduire le gâchis dans le transport ou la distribution.

Et, de toute façon, le système capitaliste ne fonctionne pas pour satisfaire les besoins vitaux de la population, mais pour accumuler des profits. Et il y en a plus à faire en vendant des yachts, des nuitées dans un hôtel de luxe ou des sorties dans l'espace, qu'en nourrissant les plus pauvres!

Alors, parler de transition

écologique ou de planification, c'est très bien. Mais, s'il n'y a pas la volonté de supprimer la propriété privée des moyens de production, et donc d'en finir avec la chasse gardée de la classe capitaliste sur le système productif, c'est une escroquerie.

QUEL TYPE DE PARTI FAUT-IL ?

Le sentiment que tous les politiciens sont pourris, parce qu'une fois au pouvoir « ils retournent leur veste », a conduit les classes populaires à rejeter la politique, le militantisme et tous les partis, que ce soient des partis de politiciens ou des partis de militants comme Lutte ouvrière.

Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Que les partis bourgeois soient, à l'image du système qu'ils défendent, des ramassis d'arrivistes, cela n'a rien d'étonnant. La seule conclusion à en tirer, c'est que les travailleurs qui ont pour perspective de changer la société doivent s'organiser dans leur propre parti.

Pas un parti comme les autres partis. Pas un parti de politiciens professionnels, mais un parti de salariés, de chômeurs, de retraités. Un parti composé et dirigé par des travailleuses et des travailleurs, capable de peser au jour le jour sur la politique de la bourgeoisie. Un parti ne vivant pas d'élections et de places dans les institutions, mais construit pour encourager les exploités à se défendre, à mener tous les

combats contre l'exploitation jusqu'au combat pour la prise du pouvoir. Un parti qui place sa confiance dans la capacité du monde du travail, parce qu'en réalité c'est déjà grâce à lui que toute la société tient debout. Un parti convaincu donc que le monde du travail doit diriger la société à la place de la bourgeoisie, parce qu'il le fera bien mieux qu'elle.

S'il est certain qu'un parti révolutionnaire ne peut prendre de l'ampleur que pendant les périodes révolutionnaires, un tel parti ne peut surgir de rien. Il faut qu'il y ait déjà un noyau de militants révolutionnaires s'étant fixé comme objectif de le construire. C'est ce que nous essayons de faire.

13 janvier 2022



Réunion publique de Nathalie Arthaud à Poitiers, le 14 janvier dernier.



Kazakhstan : la classe ouvrière face aux bureaucrates, à Poutine et aux puissances impérialistes

Le 1^{er} janvier, un doublement du prix des carburants, dont le GPL, qu'utilisent 80 % des véhicules locaux, mit le feu aux poudres au Kazakhstan, un pays d'Asie centrale aux mains d'une clique bureaucratique prédatrice, celle de l'ancien président Nazarbaïev et de son tout nouveau successeur, Tokaïev. Protégée par un régime policier, cette clique dirigeante s'est enrichie à milliards en trois décennies, depuis qu'a éclaté l'Union soviétique dont le Kazakhstan était une des 15 républiques, par une corruption généralisée et surtout en négociant avec des géants industriels occidentaux le pillage des immenses ressources naturelles du pays.

Car le Kazakhstan, vaste comme les deux tiers de l'Union européenne, repose, dit-on, sur 99 des 100 éléments du tableau périodique de Mendeleïev¹. Il regorge donc de ressources énergétiques et minières, avec au premier chef le gaz, le pétrole, le charbon, l'uranium, le chrome, des secteurs où il figure parmi les premiers producteurs et exportateurs mondiaux.

Cela lui a valu d'être décrit par les milieux d'affaires internationaux présents dans le pays comme un Eldorado du froid, voire comme une Suisse d'Asie centrale, selon un article du quotidien économique en ligne *La Tribune* paru le 30 décembre, l'avant-veille d'un embrasement social et politique qui a pris de court les gouvernants locaux et étrangers. Mais le Kazakhstan n'a rien d'un Eldorado pour ses masses laborieuses, avec des salaires d'ouvrier qualifié qui ne dépassent pas 150 000 tenges (l'équivalent de 300 euros), un taux (officiel) de pauvreté de 17%. Une situation qui a empiré

avec l'aggravation de la crise mondiale. Car, comme elle a eu pour effet de réduire la demande en matières premières, donc les exportations et les devises qu'elles rapportent, les nantis au pouvoir et à la tête des entreprises publiques ou à capitaux mixtes ont répercuté ce qu'ils voyaient comme un manque à gagner. Et ils l'ont fait sur les travailleurs, sous forme de licenciements (11 % des emplois en un an) et de baisses de salaire pour ceux qui gardaient leur travail.

Sur fond du renchérissement des produits de base, cela avait entraîné, depuis l'été 2021, une vague de grèves dans les régions d'exploitation gazière et pétrolière de l'ouest. Parmi les dizaines d'entreprises touchées, souvent des sous-traitantes de grands groupes internationaux, des sociétés de transport ou de logistique, citons par ordre d'entrée en lutte : Kezbi et OzenMunaiGaz (1 200 travailleurs chacune), le gisement de Karajanbas, Mu-



Ouvriers du pétrole en grève, dans la région d'Aktobe, au nord-ouest du pays (27 janvier 2021).

naïSpetzSnab, UzenMunaiGaz, Kunan Holding, Oilfield Equipment & Service, BatysGeofis-Servis, KazPromTekhKompani, Tazalyk-S, NBC, UTS Llc, Eures Support Services, les gisements de Tenguz et Kashagan, Karajanbasmunai (570 travailleurs), Industrial Service Ressources, KMG EP-Katering et Abuev Group. D'autres régions furent

¹ Créé en 1869 par le Russe Dmitri Mendeleïev, il inventorie tous les éléments chimiques présents dans la nature, en les classant selon leur nombre de protons (ou numéro atomique).



également touchées, bien qu'à un moindre degré : le 28 juin, des mères de famille nombreuse réclamant du travail et une hausse des aides à l'enfance envahirent le ministère de l'Industrie, dans la capitale Astana²; le 8 juillet les coursiers de Globo se mirent en grève à Almaty (l'ancienne capitale Alma-Ata), la principale ville du pays, ainsi que les cheminots de Chymkent; fin juillet, la grève éclata au Samu d'Almaty, parmi les conducteurs de bus de Semipalatinsk, chez les grutiers et conducteurs d'engins de chantier à Astana...

Pratiquement partout, les grévistes réclamaient des hausses de salaire et l'amélioration des conditions de travail. Ces luttes, souvent victorieuses et aboutissant parfois à des augmentations salariales de 50 %, voire 100 %, montraient la voie à suivre, quand le prix des carburants doubla d'un seul coup.

LE RÉGIME ÉBRANLÉ PAR UNE EXPLOSION OUVRIÈRE ET POPULAIRE

Ces mêmes travailleurs de l'énergie de l'ouest, qui venaient de faire grève avec succès, donnèrent le coup d'envoi à un mouvement qui allait cette fois prendre une ampleur nationale.

Dès le 2 janvier, ils manifestèrent contre les hausses de prix des carburants, tels les ouvriers de la Raffinerie kazakhe du gaz à Janaozen et ceux de plusieurs usines de la grande ville voisine, Aktau. Le lendemain, ce furent les ouvriers des champs de pétrole de Kalkamas et de Karajambas qui se mirent en grève. Puis ceux d'ArcelorMittal à Termitau (14 000 employés) et Kazakhmys (37 000 travailleurs). En plusieurs endroits, des travailleurs menacèrent de faire grève si le pouvoir ne revenait pas sur ces hausses et, n'ayant pas obtenu

de réponse, mirent leur menace à exécution. Chez KazChrome à Khromtau, les ouvriers réclamèrent un doublement de leur salaire (comme le prix du gaz !), à quoi la direction répliqua en menaçant de licencier 4 000 travailleurs et de fermer l'usine. Il est vrai que, dès le 6 janvier, les géants américains Exxon-Mobil et Chevron avaient demandé aux autorités de rétablir l'ordre car, parti des grandes entreprises de l'ouest du pays, le mouvement ne cessait de s'étendre à toutes les régions.

Pratiquement dès le début, à leurs revendications économiques, sur les prix, les salaires, l'emploi et le chômage, grévistes et manifestants ajoutèrent des revendications ouvertement politiques contre le régime ou certains de ses aspects les plus odieux : pour le renvoi du gouvernement, la mise à l'écart de l'ex-président Noursoultan Na-

² En 1997, Astana devint la capitale du Kazakhstan. En mars 2019, elle prit pour nom Noursultan, en hommage au parrain de régime, Nazerbaïev, dont c'est le prénom.

zarbaïev, parrain et symbole d'un régime mafieux honni, l'organisation d'élections libres, le droit de créer des syndicats indépendants... Cela rappelait ce qui s'était passé, un an et demi plus tôt, à l'extrémité occidentale de l'ex-Union soviétique, en Biélorussie. Mais cette fois avec une intervention encore plus marquée de la classe ouvrière, dans le cours d'un soulèvement d'emblée plus radical, et avec des affrontements armés entre les camps en présence.

Représentant du camp au pouvoir, le président Kassym-Jomart Tokaïev tenta de faire retomber la colère qui se généralisait. Il annula la hausse du GPL et déclara que l'État régulerait le prix de certains produits pour une durée de six mois. Il renvoya le gouvernement, rendu responsable des hausses du gaz. Et il s'en prit à Nazarbaïev qui, après plus de trente ans à la tête du pays, l'avait formellement installé à la tête de l'État en 2019, mais en gardant la main sur les principaux leviers de commande et sources d'enrichissement. Tokaïev espérait ainsi faire coup double. D'abord, il se libérait d'un mentor et d'un clan qui le tenaient en tutelle car, tout en faisant mine de s'effacer, Nazarbaïev s'était octroyé

la présidence à vie du Conseil de sécurité et le statut constitutionnel de Père de la nation, sans oublier de placer des proches à des postes clés, tels sa fille aînée à la tête du Sénat et son neveu à celle de la police politique, le KNB. Et puis, Tokaïev semblait donner satisfaction à ceux qui, dans la rue, scandaient : « Le Vieux, dégage ! »

Mais il ne suffisait pas de lâcher du lest, en l'occurrence d'évincer un rival qui focalisait sur lui la haine de la population, pour que les classes pauvres perdent de vue que c'est l'ensemble du système qu'elles vomissent. Alors, la contestation s'amplifia. Et surtout elle se radicalisa à Almaty, où elle entraîna une partie de la jeunesse, dont des ruraux venus de campagnes délaissées ou de pays voisins dans l'espoir de décrocher un emploi dans cette ville de près de deux millions d'habitants, mais qui n'y avaient trouvé que chômage, précarité et misère.

Ces milliers de jeunes, qui n'avaient rien à attendre du régime, se retrouvèrent à la pointe d'affrontements avec la police et la Garde nationale. Pour se défendre, certains se procurèrent des armes dans des magasins en ville, d'autres en délestèrent

des membres des forces de répression. Ce souci de neutraliser et de désarmer ceux qu'on envoyait contre eux, des ouvriers l'avaient déjà mis en pratique les jours précédents. Dans la province de Manghistaou, où le mouvement avait démarré, on avait vu des ouvriers traverser en cortège un barrage de police en entraînant certains policiers avec eux. Et à Aktau, le chef-lieu provincial, non seulement la population avait coupé la route de l'aéroport où venaient de débarquer des hommes de la Garde nationale, mais des ouvriers avaient entrepris d'y désarmer les militaires qui s'y trouvaient bloqués.

Le 5 janvier, dans ce contexte où il ne contrôlait plus grand-chose, Tokaïev donna l'ordre à ses troupes de tirer sans sommations, puis appela la Russie de Poutine à sa rescousse.

L'ARMÉE RUSSE AU SECOURS DE LA DICTATURE

Le 7 janvier, 3 000 militaires russes atterrirent avec leurs blindés à Almaty. Officiellement, ils venaient prêter assistance à un pays allié victime de l'attaque de « 20 000 terroristes et combattants islamistes manipulés par un centre situé à l'étranger », prétexte invoqué par Tokaïev et repris en boucle par la propagande du Kremlin. Ce corps expéditionnaire allait se charger de sécuriser les bâtiments officiels, aéroports et sièges du pouvoir, les autorités locales n'ayant pas su empêcher que les manifestants s'en emparent ou les incendient. En déployant des parachutistes des forces spéciales à la sinistre réputation, Poutine voulait effrayer la population, mais aussi décharger la Garde nationale kazakhe d'un certain nombre de tâches, pour qu'elle n'ait plus qu'à mater la contestation.

Le 15 janvier, le général commandant le corps expédition-



Grévistes de KMG, été 2021.

naire annonça son prochain retrait car il avait mené à bien sa « mission de maintien de la paix ».

En fait de paix, c'est celle des cimetières. Certes le pouvoir kazakh a aboli la peine de mort il y a juste un an, sans doute pour présenter une image plus respectable en Occident, mais il ne s'est jamais privé de faire couler le sang d'opposants, et spécialement de la classe ouvrière. Ainsi, fin 2011 à Janaozen, non loin de la Caspienne, le pouvoir, célébrant à sa façon le vingtième anniversaire de l'indépendance, avait fait tirer sur une manifestation de travailleurs du pétrole en grève, qui réclamaient de meilleurs salaires et conditions de travail ainsi que le droit de créer des syndicats indépendants : bilan officiel, 16 morts. En janvier 2022, c'est par un tweet que Tokaïev a ordonné à ses sbires de tirer pour tuer.

Après deux semaines de silence à propos des victimes de la répression, mi-janvier, les autorités ont annoncé 235 morts. Un chiffre dérisoire alors que, chaque jour, des gens font la queue devant les morgues d'Almaty pour y reconnaître le cadavre d'un proche. Quant aux arrestations, le pouvoir en déclare 10 000. Là aussi, ce chiffre sous-estime sans aucun doute la réalité. En particulier, il ne dit rien des arrestations d'opposants et de militants syndicaux auxquelles le KNB a procédé au tout début du mouvement, pour tenter de le décapiter, ni des tortures systématiques des détenus sans jugement, ni de nouvelles arrestations et des condamnations à des années de prison que, selon son habitude, le régime va faire tomber pour « ramener l'ordre » : le sien et celui de toute une série de forces en présence, de la Russie de Poutine aux grandes puissances, garantes des intérêts des sociétés américaines, européennes et chinoises installées au Kazakhstan ou en relations



ministère de la Défense de la Fédération de Russie

Aéroport d'Almaty, le 7 janvier dernier : des parachutistes et des blindés russes débarquent.

d'affaires avec ce pays, telle l'Union européenne qui en est devenue récemment le premier partenaire commercial. Des forces toutes intéressées, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons, à ce que rien n'affecte leurs intérêts dans cet Eldorado du monde des affaires soumis à la dictature des Nazarbaïev, Tokaïev et autres.

UN POUTINE RESPECTUEUX DE « L'ORDRE MONDIAL »

Et c'est bien cela, sur fond d'instabilité quasi permanente des régimes issus de l'effondrement de l'URSS, qui fait que, de Tokaïev, au dirigeant chinois Xi Jinping (qui l'a félicité d'avoir étouffé une « révolution de couleur », comme celles qui secouent l'espace post-soviétique depuis une quinzaine d'années), en passant par le président américain Biden et les autorités de l'Union européenne, tous ont approuvé plus ou moins discrètement l'intervention militaire russe. Ou en tout cas, ils ont été soulagés que Poutine s'en charge, alors qu'eux-mêmes n'en avaient guère les moyens, dans une région du monde où les grands groupes de l'énergie

et de l'atome, entre autres, ont des intérêts majeurs.

Poutine renoue là avec ce que la propagande du Kremlin appelle « les glorieuses traditions de la Grande Russie ». En l'espèce, celles du tsarisme, dont les armées ont, tout au long du 19^e siècle, tenu le rôle de gendarme de la réaction en Europe, en y écrasant à maintes reprises les soulèvements des peuples. Celles aussi du stalinisme quand, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'armée de la bureaucratie occupait l'Europe centrale et orientale : Staline se chargea d'y écraser tout risque – du point de vue de l'ordre impérialiste – qu'éclatent des révolutions ouvrières, comme cela avait été le cas à la fin de la Première Guerre mondiale.

Du point de vue du chef de la bureaucratie russe, l'occasion de prêter main-forte aux bureaucrates kazakhs, et à travers eux aux grands groupes occidentaux, arrivait à point nommé, alors même que des diplomates russes et des représentants de l'OTAN menaient à Genève des discussions, amorcées entre Biden et Poutine, autour de ce que certains nomment la crise ukrainienne. Un terme qui dissimule en fait bien mal la vo-

lonté continue de l'OTAN, donc de l'impérialisme, de toujours pousser plus loin ses pions dans ce que la Russie appelle son « étranger proche » : l'Ukraine, la Géorgie, le Kazakhstan et d'une façon générale les anciennes républiques soviétiques d'Europe et d'Asie.

En intervenant au Kazakhstan, Poutine s'est posé en représentant d'une grande puissance incontournable dans le maintien de l'ordre dans ce que la Russie considère comme sa sphère naturelle d'influence. Le Kremlin espère sans doute avoir fait là la démonstration que, tout en défendant ses intérêts propres dans son pré carré, il fait preuve de sa responsabilité vis-à-vis de l'ordre mondial, dont l'OTAN se veut le principal gardien.

Cette OTAN, créée par les États-Unis au début de la guerre froide comme une coalition militaire d'États hostiles à l'Union soviétique, loin de disparaître avec l'implosion de l'URSS voici trente ans, n'a cessé de se renforcer, malgré les promesses faites par Washington à Moscou, au détriment de la Russie, en installant des bases militaires dans ces pays de l'Est qui avaient été un glacis protecteur de l'URSS. Même chose dans ces ex-républiques soviétiques que sont les trois pays Baltes. Au Kazakhstan également, où Nazarbaïev autorisa l'US Air Force à s'installer pour mener sa guerre dans l'Afghanistan voisin. Derrière le prétexte avancé d'aider le combat contre le terrorisme islamique, une forme que prend parfois la contestation des régimes d'Asie centrale, il y avait la volonté de la bureaucratie kazakhe de toucher les dividendes d'une coopération militaire, et à un moindre degré, économique, avec l'impérialisme en général, américain en particulier.

Cette tendance à se rapprocher de l'impérialisme au détriment de la Russie, tous les autres États issus de l'URSS la

manifestent à des degrés divers. Que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), décidée par la Russie en 1992 et à laquelle adhèrent la Biélorussie, l'Arménie ainsi que le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, soit la plus apte, parce que déjà sur place, à sauver la mise des cliques dirigeantes confrontées à leur peuple dans l'espace ex-soviétique, c'est une chose. Mais, face au monde impérialiste, cela ne change rien au déclin de l'attraction économique de la Russie sur son « étranger proche ». Et, sur un strict plan militaire, l'OTSC ne peut même pas se comparer avec ce qu'avait été le défunt pacte de Varsovie, ce bloc défensif déjà bien chétif que Staline avait mis sur pied pour tenter de faire pièce à l'OTAN.

Mais Poutine et l'état-major russe, en plus de rappeler à leurs alliés plus ou moins attirés par l'Occident qu'ils sont toujours là et capables d'intervenir, ont sans doute vu un autre avantage à intervenir militairement au Kazakhstan. Alors que la crise économique mondiale qui s'aggrave provoque des explosions sociales et politiques, y compris aux frontières de la Russie, les dirigeants russes, qui savent que leur population pourrait un jour prendre le même chemin que les ouvriers biélorusses ou kazakhs, s'y préparent sans nul doute, et tiennent à y préparer leurs forces de répression, auxquelles cette opération aura aussi servi de grandes manœuvres face à un début d'insurrection populaire et ouvrière.

LE RÉGIME KAZAKH : ENTRE PRÉDATION ET RÉPRESSION

Quand l'Union soviétique implosa, fin 1991, sous la pression des luttes entre clans dirigeants de la bureaucratie qui cherchaient à échapper à tout contrôle et à conforter leur pouvoir, ce qui donna libre cours au pillage du pays par des mil-

lions de bureaucrates, le Kazakhstan, deuxième des quinze républiques soviétiques pour sa taille, fut la toute dernière à se déclarer indépendante : le 16 décembre 1991, une date devenue depuis celle de sa fête nationale.

Si le Kazakhstan tarda, comme la majorité des républiques soviétiques, à reconnaître la dissolution de l'URSS qu'avaient proclamée les seuls chefs de la bureaucratie russe, ukrainienne et biélorusse, Eltsine, Kravtchouk et Chouchkiévitch, c'est d'abord que les composantes non slaves de l'URSS furent mises devant le fait accompli. Ensuite et surtout, une république comme le Kazakhstan avait une économie qui fut construite de toutes pièces après la révolution d'Octobre 1917 dans le cadre d'un plan conçu à l'échelle de l'URSS. Et elle ne pouvait fonctionner que de façon intégrée avec le reste de l'économie soviétique. En outre, ce qu'elle produisait aurait peiné à s'exporter, car elle se trouve enclavée au cœur du continent eurasiatique.

Alors que, du fait de la rupture des liens entre les anciennes composantes de l'URSS, l'économie du Kazakhstan s'effondrait encore plus brutalement que celle de la Russie, la bureaucratie locale fit main basse sur tout ce qui représentait quelque valeur dans les entreprises, essentiellement extractives.

Pour asseoir son pouvoir sur ce champ de ruines, et offrir un illusoire dérivatif à la misère dans laquelle sombrait la population, Nazarbaïev décida de jouer sur les différences d'origine nationale au sein de cette population. Après tout, cela lui avait réussi du temps de l'URSS de Gorbatchev. En juin 1989, lui qui n'était encore que Premier ministre de la république kazakhe avait, en usant de démagogie nationale, évincé un Russe du poste de numéro un du parti unique et pris sa place.

Cela avait propulsé sa carrière, en lui donnant accès au sommet du pouvoir en URSS, le bureau politique.

La bureaucratie kazakhe d'après l'indépendance allait, comme la plupart de ses consœurs, entreprendre de conforter son pouvoir à coups de démagogie nationale.

Ce n'est qu'après la révolution de 1917 que le Kazakhstan avait commencé à sortir du stade d'une société pastorale et semi-nomade. C'est le pouvoir des soviets qui avait fixé la langue kazakhe, l'avait dotée d'un alphabet et avait permis que la population ait pour la première fois accès à l'éducation, et dans sa propre langue. L'arriération culturelle dans laquelle le tsarisme l'avait confinée, imputable à la façon dont il traitait les populations dites allogènes, ne pouvait disparaître aussitôt. Et pendant longtemps, pour pourvoir des postes qualifiés dans tous les domaines au Kazakhstan, il avait fallu faire appel à une main-d'œuvre venue d'autres républiques, et d'abord de Russie. Une situation dont la bureaucratie stalinienne et poststalinienne avait profité pour russifier la société kazakhe. Ainsi, lors de la disparition de l'URSS, si le pays comptait à peu près autant de citoyens soviétiques d'origine kazakhe que de citoyens soviétiques se déclarant russes ou tenus pour tels, les premiers restaient très sous-représentés dans les emplois qualifiés et les postes impliquant des responsabilités.

Dans une logique de clan et de clientélisme, la bureaucratie nazarbaïevienne instaura une forme de préférence nationale dans les emplois à pourvoir qui dépendaient d'elle. Elle chercha aussi à se démarquer à peu de frais du passé récent en abandonnant (officiellement) l'alphabet cyrillique au profit de l'alphabet latin, en bannissant (officiellement) le russe de la sphère publique... Cela ne chan-



REUTERS KEVIN LAMARQUE

Nazarbaïev reçu à la Maison-Blanche par Trump, le 17 janvier 2018 : des accords ont été signés pour 7 milliards de dollars.

gea pas grand-chose en pratique, si ce n'est que ce nationalisme plus ou moins marqué poussa beaucoup de Russes à quitter le pays – ils n'y sont plus que 18-19% –, un exode qui a privé bien des villes d'une partie notable de leurs médecins, enseignants, ingénieurs, etc. Que finalement cela n'ait profité ni à ceux qui partaient, ni à ceux qui restaient, les Nazarbaïev et consorts s'en moquaient : comme tous leurs compères dirigeants des autres ex-républiques soviétiques, ils espéraient qu'attiser le nationalisme détournerait l'attention de la population de ses véritables oppresseurs.

Au tournant des années 2000, quand la situation commença à se stabiliser et à se remettre des suites de l'effondrement de l'URSS, la clique de Nazarbaïev s'engagea dans un jeu de bascule permanent entre la Russie, restée de loin son premier client et son premier fournisseur, et les puissances occidentales. Car celles-ci commençaient à se dire qu'un pays occupant la première place mondiale pour la production d'uranium, le huitième rang mondial pour ses réserves de charbon, le treizième pour la production de pétrole (1,7 million de barils par jour en 2009, 2 millions en 2020) et le quinzième pour ses réserves de gaz, entre autres, représentait un énorme gâteau sur lequel leurs grands groupes devaient

se jeter.

Pour l'aider à attirer les investisseurs, et donner du régime une image plus respectable que celle de mafieux et de dictateurs, Nazarbaïev eut recours, à partir de 2011, aux services d'un conseiller spécial, l'ancien Premier ministre travailliste britannique Tony Blair. Ses avis et surtout son carnet d'adresses, très grassement rémunérés (9 millions d'euros par an, a-t-on dit), ont sans doute été payants. En tout cas pour lui et pour le régime, au vu de la liste des géants mondiaux venus faire du profit dans ce pays : ExxonMobil, TotalEnergies, British Gas, ArcelorMittal, Areva, Framatome, des filiales du Russe Gazprom, la principale compagnie pétrolière chinoise, etc. La Chine pour sa part a construit un terminal ferroviaire à la frontière du Kazakhstan, un axe stratégique sur sa « nouvelle route de la soie ». Et régulièrement, des dirigeants américains signent des contrats se chiffrant en milliards de dollars, en particulier dans le cadre de leur « partenariat stratégique pour le 21^e siècle ». S'agissant des dirigeants européens, ils lorgnent des contrats dans le domaine de l'aviation ou de l'espace, car le cosmodrome soviétique de Baïkonour, d'où partit Gagarine, situé dans les steppes du Kazakhstan, est toujours en service.

Mais ce sont les hydrocar-

bures (75 % des exportations du Kazakhstan, 35 % de son PIB) qui concentrent les appétits des États impérialistes, et qui constituent à la fois la source principale de la dépendance du pays vis-à-vis des marchés capitalistes et celle des prébendes qu'en retirent les bureaucrates kazakhs, en tant qu'intermédiaires entre le marché mondial et leur population. Une population qu'ils continuent à faire suer du profit pour les grands groupes américains, anglais, français et autres, par la trique et, si cela ne suffit pas, par le knout de Poutine.

APRÈS LE «JANVIER SANGLANT»...

Dès le 7 janvier, avec l'arrivée des troupes russes, Tokaïev avait affirmé : « *L'ordre constitutionnel est rétabli.* » Voire. Certes, il a pu en profiter pour faire place nette dans les allées du pouvoir. Il a ainsi éliminé les gens du clan Nazarbaïev, écarté aussi – on n'est jamais assez prudent – des responsables réputés proches de Moscou, mais après tout c'est toujours au travers de crises, pas par des élections, que se renouvelle le personnel dirigeant des régimes autoritaires et dictatoriaux. Mais rien ne dit que l'équipe, même un peu renouvelée, qui tient les rênes de l'État en a fini pour autant avec un profond mécontentement social, sinon avec son expression explosive.

Pour autant que l'on puisse en juger de très loin, il semble que des combats se sont poursuivis même après ce « rétablissement de l'ordre ». En tout cas, il n'a pas mis un terme définitif aux grèves. Ainsi, le 8 janvier, si la police avait réussi à interdire les manifestations à Janaozen et Aktau, le même jour les grévistes de Kazakhmys obtenaient 20 % d'augmentation de salaire.

Le lendemain, les ouvriers du pétrole de Tengouiz reprenaient le travail après avoir obtenu une hausse de salaire de 50 %. Quant à la direction de KazChrome, qui avait menacé de fermer alors que ses 4 000 travailleurs réclamaient qu'elle double leurs salaires, il semble qu'elle ait finalement accepté.

Certes, ces informations, très parcellaires, et qui nécessitent d'être confirmées, ne reflètent au mieux qu'un tout petit aspect d'une situation qui nous échappe en grande partie. Mais ce que l'on sait, c'est qu'au Kazakhstan il existe une classe ouvrière nombreuse et concentrée – ce qui est un des acquis de l'époque soviétique et de l'industrialisation qu'elle a permise –, qu'elle continue d'occuper une place décisive dans l'économie du pays, et la vie sociale en général. Et l'on constate que de précédents affrontements sanglants avec le régime ne l'ont pas brisée ni n'ont empêché qu'elle mène des grèves (dites sauvages, car interdites) et que, comme ces dernières semaines, elle se porte, de fait, à la pointe du combat d'une grande majorité de la société contre le régime mafieux des Nazarbaïev et Tokaïev.

Durant ces deux semaines, des opposants démocrates ont ici ou là prêché pour la mise en place d'un régime qu'ils décrivaient comme « plus social ». De pareilles lamentations réformistes n'ont aucun sens quand la dictature fait tirer pour tuer sur ceux qui réclament des hausses de salaire, ou alors celui de couvrir une opération qui s'apparente au simple remplacement d'un autocrate usé par un autre qui ne l'est pas encore trop. C'est peut-être à cela qu'on assiste au Kazakhstan.

D'autres voix se sont fait entendre, du côté de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche au Kazakhstan, qui en

appellent, comme un premier objectif des luttes des travailleurs, à la constitution de syndicats dits indépendants.

Certes, les seuls que le régime tolère, et encore, lui sont entièrement inféodés. Mais précisément, que la lutte des travailleurs du Kazakhstan s'accompagne ou pas, ce qui est généralement le cas, de la présence de petites organisations syndicales indépendantes du pouvoir, c'est d'emblée à des problèmes et à des obstacles au plus haut point politiques qu'elle se heurte. Et d'ailleurs, c'est dès le début que grévistes et manifestants ont combiné leurs revendications économiques avec des revendications politiques.

En fait, si ces deux semaines ont posé en grand une question, c'est celle du pouvoir, de qui, de quelle classe l'exerce, et contre qui. Une question décisive pour qui se réclame des idées communistes, du renversement de la bourgeoisie, de son système capitaliste et de tous les régimes qui le servent, qu'ils soient ou se veuillent les héritiers d'autres couches ou classes sociales, de féodaux au Moyen-Orient, d'anciens bureaucrates staliniens plus ou moins convertis au nationalisme mafieux, comme au Kazakhstan et dans d'autres États issus de l'URSS.

À cette question du pouvoir, il n'y a pas d'autre réponse positive que celle de la révolution ouvrière et, dans cette perspective, de la construction d'organisations communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière qui, seules, peuvent permettre au prolétariat de se hisser au niveau des tâches que l'histoire lui assigne : ouvrir à l'humanité la voie d'une société débarrassée de toute oppression, de toute exploitation, une société socialiste et communiste à l'échelle de la planète.

18 janvier 2022



Chine-États-Unis : une concurrence féroce mais inégale

Entre le boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver et les mises en garde de Joe Biden à Xi Jinping contre « toute tentative de changer le statut de Taïwan », les tensions entre la Chine et les États-Unis semblent s'intensifier. Où en sont les relations entre les capitalistes chinois et leurs concurrents occidentaux ? La Chine est-elle devenue un pays impérialiste qui menacerait l'hégémonie américaine ? Après la guerre commerciale, une véritable guerre est-elle à l'ordre du jour entre ces deux pays ?

UNE NOUVELLE SUPERPUISSANCE ?

Depuis la réintégration de la Chine dans le marché mondial, démarrée dans les années 1980 à l'initiative des États-Unis et principalement pour le bénéfice de leurs capitalistes, la Chine a connu un développement spectaculaire. Les travailleurs chinois produisent aujourd'hui 25 % de la valeur ajoutée mondiale, contre 5 % dans les années 1990. Ce développement industriel a transformé la Chine. Elle compte aujourd'hui 22 villes de plus de 5 millions d'habitants. Elles sont reliées par quelque 30 000 kilomètres de lignes TGV récentes. La capacité de la Chine à envoyer des satellites et des hommes dans l'espace alimente son image de superpuissance technologique.

En même temps, elle garde de nombreux traits d'un pays sous-développé. S'il y a mille Chinois milliardaires en dollars et trois cents millions de petits bourgeois au niveau de vie proche de leurs homologues oc-

cidentaux, 600 millions de prolétaires et de paysans disposent d'un revenu mensuel inférieur à 125 euros.

Si le développement de la Chine reste profondément inégalitaire, il a fait émerger de très grandes entreprises. En 2021, selon le classement *Forbes*, parmi les 50 premières entreprises mondiales, 13 étaient chinoises, trois dans l'économie du numérique, dont Alibaba et Tencent, une dans le pétrole, Sinopec, toutes les autres étant des banques. Ces chiffres alimentent l'image d'une Chine devenue l'alter ego des États-Unis. Mais c'est une illusion d'optique.

La place des banques chinoises ne reflète pas leur domination sur l'économie mondiale, mais le fait qu'elles financent l'économie d'un pays de 1,4 milliard d'habitants. Contrairement aux grandes banques d'affaires occidentales, les banques chinoises réalisent l'essentiel de leurs investissements à l'intérieur du pays. En 2016, la plus grande banque du pays, ICBC, réalisait plus de 90 % de ses bénéfices en Chine. Ces banques sont directe-

ment liées à l'État chinois. Leur taille colossale reflète une autre caractéristique du développement économique chinois : son endettement massif, qui s'est accéléré après la crise de 2008.

La monnaie chinoise, le renminbi, ou yuan, n'est pas une monnaie internationale comme le dollar ou l'euro. Même si le FMI l'a intégré en 2015 dans le panier de monnaies avec lesquelles il effectue ses droits de tirage spéciaux, c'est-à-dire les prêts qu'il accorde à divers pays pauvres, le yuan est très peu utilisé en dehors de la Chine. Son taux de change avec les autres monnaies n'est pas établi sur le marché des devises, mais par le gouvernement chinois, qui cherche à limiter la valeur du yuan par rapport au dollar pour favoriser les exportations chinoises. Moins de 2,5 % des réserves des banques centrales des pays riches sont en yuans contre 60 % en dollars et 20 % en euros.

Depuis janvier 2020, le gouvernement chinois a réduit les obstacles juridiques qui empêchaient les capitaux occiden-



taux de s'investir dans des entreprises chinoises. Dans l'automobile, le matériel ferroviaire et les banques, les entreprises occidentales n'ont plus besoin de faire des joint-ventures (coentreprises) avec des sociétés chinoises. Dans ces secteurs, des groupes chinois disposent d'une technologie assez compétitive pour faire face à la concurrence occidentale.

Le gouvernement chinois a encouragé les entreprises chinoises à se coter sur des Bourses étrangères pour lever des capitaux. Selon *Le Monde diplomatique*, « les flux entrants américains en Chine ont totalisé 620 milliards de dollars pendant la présidence de Donald Trump, auxquels il faut ajouter des dizaines d'introductions en Bourse d'entreprises chinoises sur les places américaines. Fin 2019, les investisseurs américains détenaient au moins 813 milliards de

dollars d'actions et d'obligations chinoises, contre 368 milliards en 2016. »¹

Ces chiffres montrent que, malgré les discours protectionnistes de Trump, les capitalistes américains ont augmenté leurs participations dans les entreprises chinoises. Le couplage entre l'économie chinoise et l'économie américaine s'est accentué et cette interdépendance continue de se faire au bénéfice principal des capitalistes américains.

DES RELATIONS INÉGALITAIRES

La Chine est toujours l'atelier du monde. Du fait de la hausse relative des salaires ouvriers en Chine (13 à 15% par an depuis 2008, contre 1 à 2% en France), certains industriels, comme Samsung, ont délocalisé

leur production vers le Vietnam ou l'Inde, où ils imposent des salaires encore plus bas. Mais ce mouvement reste marginal car, comme le dit un représentant patronal, « la Chine est encore le meilleur marché pour les multinationales. C'est le seul pays à offrir une main-d'œuvre aussi qualifiée en même temps qu'une chaîne de production complète². » Autrement dit, pour un haut niveau de qualification et de productivité, les salaires restent bas.

En parallèle, la Chine est un marché incontournable. La construction d'infrastructures importantes et l'existence d'une petite bourgeoisie avec un bon niveau de vie font rêver les capitalistes occidentaux. Certes, la concurrence est rude et ils trouvent désormais face à eux des industriels chinois puissants dans plusieurs secteurs. C'est le cas de la construction ferro-

1 *Le Monde diplomatique* de novembre 2021.

2 « Les géants de l'électronique délaissent la Chine », article du *Monde* du 10 août 2020.

Costfoto/Sipa



Le développement du TGV chinois s'est accéléré. Ici un centre de maintenance.

viaire avec CRRC, qui produit 200 TGV par an contre 35 pour Siemens et Alstom réunis. C'est vrai pour le secteur automobile, pour lequel la Chine est le premier marché au monde mais sur lequel les constructeurs chinois, comme Geely ou Saïc, dépassent désormais les Occidentaux. Malgré tout, Volkswagen vend aujourd'hui la moitié de sa production en Chine et les riches Chinois continuent de rouler en BMW, Tesla et Mercedes.

La Chine reste un marché majeur pour Boeing et Airbus, qui y vendent 20% de leur production. Selon les termes d'une brochure destinée à promouvoir les investissements français en Chine, des secteurs entiers restent « ouverts » ou « en développement », faute de concurrents chinois de même niveau. Outre l'aéronautique, il s'agit des équipementiers automobiles, de certains secteurs de l'agroalimentaire et bien sûr de l'industrie du luxe. Valeo, Danone, LVMH ou Hermès y réalisent une part non négligeable de leurs profits et ne quitteront pas le marché chinois de sitôt.

Dans la plupart des domaines, les capitalistes occidentaux dominent leurs concurrents chinois. C'est le cas des semi-conducteurs, dont la pénurie actuelle, provoquée avant tout par l'existence de monopoles et l'absence de planification de l'économie, est utilisée

par les politiciens pour dénoncer la dépendance de l'Europe à l'égard de l'Asie. Le principal fabricant n'est pas chinois, mais taïwanais. C'est la société TSMC, qui a acquis en vingt ans un quasi-monopole, avec le Coréen Samsung, pour produire les puces les plus performantes.

TSMC a été fondé en 1987 par Morris Chang, un Chinois émigré aux États-Unis après la victoire de Mao en 1949, longtemps ingénieur chez Texas Instruments, avant d'être débauché par le gouvernement taïwanais. TSMC vend ses semi-conducteurs au monde entier. La Chine lui en achète chaque année pour 11 milliards d'euros, car les fabricants chinois de semi-conducteurs ne peuvent produire des puces de même qualité. Les industriels chinois sont à la merci d'un embargo comme celui qui a été imposé à Huawei depuis 2019.

Mais TSMC, malgré sa taille immense et ses investissements par dizaines de milliards d'euros, reste un sous-traitant dont les produits sont entièrement conçus en Californie par Apple, Qualcomm ou Nvidia. Quant aux machines utilisées pour graver les semi-conducteurs les plus récents, avec une précision de cinq nanomètres, elles sont produites par la société néerlandaise ASML, fondée par Philips. Ces bijoux technologiques sont vendus 120 millions

d'euros l'unité. En position de monopole, ASML a vu sa capitalisation boursière s'envoler depuis deux ans, dépassant même celle de Volkswagen. À ce jour, le gouvernement néerlandais interdit à ASML de vendre ses machines aux fabricants chinois de semi-conducteurs.

Cet exemple illustre plusieurs aspects de la mondialisation. D'abord, que l'amélioration de la productivité et les progrès techniques sont indissociables de la division internationale du travail. La relocalisation de la production vantée par tant de politiciens est absurde et serait catastrophique. Ensuite, cette mondialisation continue de profiter d'abord aux capitalistes des vieux pays impérialistes, qui gardent des longueurs d'avance au niveau technologique et accaparent la part du lion de la plus-value.

UN NOUVEL IMPÉRIALISME ?

Cela n'empêche pas que de grands groupes chinois, Huawei, Cosco, Alibaba, Geely, Sinopec et quelques autres, liés à l'État, ont émergé dans différents domaines.

La presse annonce régulièrement la prise de participation de groupes chinois dans les entreprises occidentales. Les dirigeants politiques désignent ces groupes comme des prédateurs qui menaceraient les industriels occidentaux et donc les emplois. C'est ainsi que l'échec de la fusion entre Alstom et Siemens en 2019 a été présenté par Bruno Le Maire comme un boulevard pour le constructeur ferroviaire chinois CRRC. Or à ce jour, aucun TGV chinois n'a été acheté par les opérateurs européens.

Cette propagande vise à faire serrer les rangs des travailleurs derrière leurs exploités. Comme si les capitalistes français, allemands ou américains n'étaient pas les premiers responsables des suppressions



Un porte-conteneurs chinois Cosco.



Au Kenya, inauguration de la ligne de train reliant la capitale Nairobi au port de Monbasa sur l'Océan indien, grâce à l'aide chinoise, le 30 mai 2017.

d'emplois, des fermetures d'usines et des attaques contre les conditions d'existence des travailleurs!

Au-delà de la propagande, il y a cependant une réalité. Comme tous les capitalistes du monde, ceux de Chine cherchent à raffer des parts de marché à leurs concurrents, et si possible à prendre le contrôle de ces derniers. Parmi les groupes chinois qui cherchent à conquérir le vaste monde, il y a Huawei, créé en 1987 par un ancien colonel de l'armée chinoise pour produire du matériel et des réseaux pour les opérateurs téléphoniques. Huawei est devenu le deuxième fabricant mondial de téléphones portables, derrière Samsung mais devant Apple. C'est son avance dans les réseaux et la technologie de la 5G qui fait de Huawei un concurrent menaçant.

En 2010, Geely a racheté la

branche automobile de Volvo puis, en 2013, les taxis londoniens. Depuis 2018, il détient presque 10 % des actions de Daimler. Cosco Shipping, premier armateur chinois et troisième mondial, s'est fait remarquer en rachetant le port du Pirée, près d'Athènes, en 2016. Il possède des installations portuaires en Afrique. Jusqu'en décembre dernier, Cosco était cité parmi les candidats au rachat des installations portuaires de Bolloré en Afrique. Certains en tiraient la conclusion que la Chine allait remplacer la France dans ses anciennes colonies africaines, jusqu'à ce que Bolloré annonce qu'il revendait sa filiale logistique au groupe italo-suisse MSC.

La présence économique de la Chine en Afrique alimente l'idée qu'elle serait devenue une puissance impérialiste. Rachat de mines de cuivre ou de cobalt en République du Congo longtemps

exploitées par des Américains ou des Canadiens; exploitation pétrolière par Sinopec au Soudan, au Gabon ou en Angola; achats de terres agricoles ou de forêts du Mozambique au Cameroun; chantiers de construction dans des divers pays: la Chine multiplie les contrats commerciaux en Afrique. Selon le journal sénégalais *Le Soleil*, de janvier à septembre 2021 le commerce Chine-Afrique a atteint 164 milliards d'euros, faisant de la Chine le premier partenaire commercial de l'Afrique.

Détenant 62 % des prêts directs d'État à État en 2020, la Chine finance ainsi des routes, des hôpitaux, etc. Le Kenya lui a emprunté 3,5 milliards de dollars pour construire la nouvelle ligne ferroviaire Nairobi-Mombasa, bâtie et exploitée par la société chinoise CRBC. Ces prêts étant souvent indexés sur le cours des matières premières, ses fluctuations rendent de nombreux États incapables de rembourser leur dette, même en pressurant leur population. Ils doivent alors demander, comme l'Angola et le Kenya, un moratoire à la Chine.

De ce point de vue, malgré les discours sur la coopération entre les pays, malgré sa posture anti-impérialiste, la Chine se comporte en Afrique comme les vieilles puissances coloniales. Elle entretient les mêmes échanges inégaux. Ce constat a donné à Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères de Macron, l'occasion de condamner la Chine qui « met les pays sous tutelle après avoir réalisé des investissements et poussé à l'endettement »³. C'est vraiment l'hommage du vice à la vertu! Car, en matière de mise sous tutelle et de développement inégal, la Chine ne joue pas dans la même division que les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la France. La Chine ne possède que 7,5% de la dette totale africaine. Les secteurs que les entreprises

³ Interview de Jean-Yves Le Drian, *Le Monde* du 19 novembre 2021.

chinois investissent sont ceux que l'impérialisme a délaissés.

Ces puissances défendent bec et ongles leurs prérogatives, les mines, installations pétrolières, réserves de minerais, auxquelles elles tiennent. Pour les défendre, la France ou les États-Unis renversent des régimes et mènent des guerres en permanence, comme la sale guerre du Sahel. La Chine n'est que le cinquième fournisseur d'armes en Afrique, très loin derrière la France.

L'impérialisme, c'est la mobilisation des forces armées, de la diplomatie et des services secrets pour défendre les intérêts économiques des grands groupes nationaux. En Afrique, la France dispose de quatre bases militaires permanentes et a des troupes dans cinq autres pays. Les États-Unis ont 14 bases permanentes et 20 camps temporaires. La Chine, elle, n'a qu'une seule base militaire, à Djibouti. D'après le *Wall Street Journal*, elle serait en pourparlers avec la Guinée équatoriale pour en ouvrir une seconde, ce qui provoque l'hostilité et le veto des États-Unis. La comparaison est éloquent.

LE « RÊVE CHINOIS » DE XI JINPING

Depuis son arrivée au sommet du pouvoir en 2012, Xi Jinping a affiché sa détermination à restaurer la grandeur de la Chine. Avec le programme dit des « nouvelles routes de la soie », il promeut le financement d'infrastructures destinées à faciliter les exportations chinoises et la prise de participation dans des entreprises occidentales. En parallèle, il a multiplié les investissements militaires. Le budget militaire chinois, très loin derrière celui des États-Unis (250 milliards de dollars en 2021, contre 750) est désormais le deuxième au monde.

Cette intervention systéma-

tique de l'État chinois, qui fait hurler les dirigeants occidentaux, n'a rien d'original. C'est l'attitude de tous les États depuis la naissance du capitalisme. C'est pour servir leurs bourgeoisies respectives que la Grande-Bretagne et la France ont mis en coupe réglée les trois quarts de la planète au 19^e siècle, dont la Chine. Sans remonter si loin, quand Macron part en tournée dans le golfe Persique, c'est pour vendre les Rafale de Dassault.

La bourgeoisie chinoise s'est développée un siècle après son homologue occidentale, en position de faiblesse, dans une économie déjà dominée par les puissances impérialistes. À chaque étape, elle n'a pu le faire qu'avec la protection de l'État chinois. Après le « siècle de la honte » de domination et de pillage par les puissances capitalistes européennes, l'armée et le parti dirigés par Mao Zedong, un parti nationaliste et non pas communiste, s'appuyant sur une révolution paysanne, ont chassé les seigneurs de guerre pro-occidentaux, annulé les traités inégaux et restauré un appareil d'État centralisé et autoritaire. Jusqu'aux années 1970, du fait de l'isolement économique imposé par les États-Unis, de l'arriération du pays, de la faiblesse et du caractère parasitaire de la bourgeoisie chinoise, l'État a mis en place une planification, pour tenter de développer les industries de base et quelques infrastructures.

Quand les dirigeants américains, sous Nixon, ont accepté de desserrer l'étau sur la Chine pour profiter de sa main-d'œuvre, Deng Xiaoping, artisan de cette réinsertion dans l'économie capitaliste, a veillé à ce qu'elle reste contrôlée et que les investissements occidentaux en Chine s'accompagnent de transferts de technologie. Pour permettre à la bourgeoisie chinoise de s'enrichir sans vergogne, Deng a mis fin au « bol de riz en fer » pour les ouvriers chinois,

privatisé des entreprises publiques et poussé des millions de paysans à venir se faire embaucher dans les nouveaux bagnes industriels modernes. Depuis 40 ans, cet enrichissement s'est fait à l'ombre et sous la tutelle de l'État, qui a veillé à ce que la réintégration de la Chine ne se transforme pas en nouvel asservissement complet.

Xi Jinping est arrivé au pouvoir après la crise de 2008, une période où la concurrence entre les capitalistes s'est tendue. Dans chaque pays, les gouvernements ont multiplié les interventions de toute nature en faveur de leur bourgeoisie. Dans ce contexte, pour continuer de défendre les intérêts de la bourgeoisie chinoise, Xi Jinping doit montrer ses muscles. Mais l'agressivité n'est pas du côté chinois.

GUERRE ÉCONOMIQUE : LE RAIDISSEMENT DES ÉTATS-UNIS

Dans la jungle du capitalisme, la suprématie n'est jamais acquise et doit être sans cesse défendue. C'est ce qui explique les mesures protectionnistes et les postures guerrières, non pas de la Chine, mais des États-Unis.

Il y a cinq ans, l'arrivée de Trump au pouvoir, avec son style et ses propos brutaux, a marqué une accélération dans les tensions entre les deux pays. En réalité, déjà sous Obama (2009-2017) l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la Chine était un mélange d'ouverture et de fermeté : ouverture pour les intérêts américains en Chine, et fermeté pour les concurrents chinois à l'extérieur. En signant le « partenariat transpacifique », Obama avait renforcé les relations avec le Japon, le Vietnam et l'Inde, pour cerner la Chine, exclue de ce traité.

En 2018, Trump a décrété une série de mesures protectionnistes dans divers domaines :

l'acier, l'aluminium, l'électroménager, suivis par des produits technologiques et de télécommunication. La décision la plus spectaculaire a été la mise à l'index de Huawei, interdit de toute exportation sur le territoire américain et, par ricochet, dans des pays alliés des États-Unis, dont l'Australie ou la Grande-Bretagne. Il a été privé de l'accès à ses fournisseurs indispensables, à commencer par les semi-conducteurs produits par le taïwanais TSMC.

Joe Biden a succédé à Trump et a changé de style. Mais son administration poursuit la même politique dans ses relations avec la Chine. Ainsi, le 3 juin dernier, Biden a renouvelé et étendu un décret destiné à faire face à la « menace posée par le complexe militaro-industriel de la République populaire de Chine » en criminalisant des personnes et des entreprises liées à ce complexe. La Maison-Blanche a ciblé six secteurs qu'elle veut soustraire aux importations chinoises.

LES PROVOCATIONS OCCIDENTALES

Tous les reportages présentent la Chine comme menaçante. Elle préparerait l'invasion de Taïwan et voudrait transformer la mer de Chine méridionale en chasse gardée, au détriment des intérêts des pays riverains, le Vietnam, la Malaisie et les Philippines. La réalité est différente !

En mer de Chine méridionale, la Chine revendique divers îlots inhabités pour étendre ses eaux territoriales. Elle y a installé des pistes d'atterrissage et fait naviguer à proximité bateaux de pêche et navires de guerre. Pour la contrer, les États-Unis et leurs alliés envoient des patrouilles maritimes prétendant vérifier, au nom du respect du droit international, que la route est libre et ouverte à tous. Ces opérations consistent à faire manœuvrer



Xi Jinping à la cérémonie de lancement de trois navires de guerre, à Sanya, sur l'île de Hainan, en mer de Chine méridionale, en avril 2021.

des navires de guerre dans les 12 milles nautiques des îles artificielles aux mains de la Chine, les considérant ainsi comme des eaux internationales.

Les Chinois répliquent à ces provocations en envoyant à leur tour des avions et des bâtiments de guerre ou en tirant des missiles. Jusqu'ici, les manœuvres ont été de part et d'autre minutieusement calibrées pour éviter tout dérapage. Mais régulièrement les destroyers chinois s'approchent à quelques mètres des navires américains, et un dérapage est possible. Sans discuter de la légitimité des revendications chinoises sur cette mer, il faut imaginer ce que serait la réaction des États-Unis si des navires de guerre chinois patrouillaient en formation à quelques kilomètres des côtes de la Floride ou de la Californie !

Xi Jinping organise régulièrement des exercices militaires dont la cible est la marine américaine. Mais, ce faisant, l'État chinois ne fait rien d'autre que marquer son territoire et résister aux pressions occidentales.

Taïwan, une île peuplée de 23 millions d'habitants, chinois par leur langue et leur culture, avait été occupé par le Japon jusqu'à sa défaite en 1945. C'est sur cette île que Tchang Kaï-chek s'était réfugié en 1949, avec les débris de son armée et près de deux millions de réfu-

giés chinois anticommunistes. Pendant près de 40 ans, le Kuomintang a exercé une dictature féroce sur Taïwan et revendiqué sa souveraineté sur la Chine continentale. La loi martiale n'a été levée qu'en 1987. Jusqu'au rétablissement des relations entre la Chine maoïste et les États-Unis, ces derniers considéraient Taïwan comme le seul État chinois ! Eux, qui prétendent aujourd'hui protéger la « démocratie » taïwanaise, n'ont jamais été gênés par la dictature de Tchang Kaï-chek et de ses héritiers.

Aux yeux de Pékin, Taïwan est une province chinoise. Des avions chinois font régulièrement des incursions, non pas au-dessus de Taïwan, mais à la marge de ses eaux territoriales. Les dirigeants américains, pour qui Taïwan est une tête de pont tant du point de vue économique que militaire, à quelques centaines de kilomètres de la Chine, entretiennent l'image d'une Chine belliciste. Ils dénoncent, comme Joe Biden en novembre, « la pression militaire, diplomatique et économique continue de la République populaire de Chine contre Taïwan ». Des auteurs multiplient les scénarios d'une invasion de Taïwan par la Chine mais, pour l'instant, une telle invasion relève de la science-fiction et les revendications chinoises restent rhétoriques.

LA GUERRE, UNE MENACE TOUJOURS PLUS PROCHE

Par contre, les États-Unis et leurs alliés, eux, augmentent mois après mois la pression militaire sur la Chine. Le français Naval Group en a fait les frais en septembre dernier, perdant brutalement le contrat des sous-marins vendus à l'Australie. Sous le nom d'Aukus, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont bâti une nouvelle alliance militaire contre la Chine. L'Australie va acheter des sous-marins à propulsion nucléaire, plus puissants. Le gouvernement australien a programmé 354 milliards d'euros de dépenses militaires pour les dix prochaines années.

Le Japon, autre pays voisin de la Chine, subit les pressions américaines pour augmenter son budget militaire. La Constitution japonaise de 1947 affirme pourtant que le Japon «*renonce à la guerre*». Depuis 1976, les dépenses militaires de ce pays sont restées plafonnées à 1% du PIB. En mai dernier, le ministre de la Défense déclarait : «*Nous devons augmenter nos capacités à un rythme radicalement différent de celui du passé.*»⁴ Fin novembre, invoquant «*la sévérité de l'environnement sécuritaire autour du Japon*»⁵, le Premier ministre a décidé une rallonge de 6 milliards d'euros pour le budget 2021, qui atteindra 47,2 milliards d'euros, autant que la France... qui n'a pas renoncé à la guerre. Il envisage de doubler ce budget militaire dans les prochaines années. Clairement, le Japon se donne les moyens de faire la guerre. La pression américaine et de ses alliés contre la Chine prend de multiples autres formes, mélange d'actions économiques, douanières, diplomatiques et militaires.

Malgré ces pressions et ces

⁴ *Le Monde* du 26 novembre 2022.

⁵ *Idem*.



Le porte-avions américain USS Carl Vinson qui a mené des opérations aéronavales en mer de Chine méridionale mi-janvier 2022.

tensions, les relations économiques entre la Chine et le reste du monde continuent de s'approfondir. Il n'y a pas un découplage entre l'économie chinoise et celle des États-Unis, mais au contraire un couplage, une interdépendance toujours plus profonde et inéluctable. Mais cette interdépendance économique se fait dans le cadre du marché capitaliste. Elle est conduite, non pas de façon rationnelle et planifiée, mais par des rapports de force brutaux, par une lutte à mort entre des groupes capitalistes concurrents. Dans cette concurrence, les capitalistes, occidentaux comme chinois, peuvent compter sur le soutien inconditionnel de leurs États, prêts à mobiliser tous leurs moyens, y compris militaires.

Dans cette guerre, aujourd'hui encore principalement commerciale mais qui peut devenir bientôt une guerre tout court, la Chine et les puissances impérialistes ne sont pas à égalité. La Chine est en position défensive, tandis que les États-Unis, pour maintenir la suprématie de leurs capitalistes et empêcher l'émergence de concurrents trop puissants, sont à l'offensive.

À ce jour, aucun mécanisme précis de guerre n'est enclenché, mais chaque puissance s'y

prépare méticuleusement en se dotant d'un arsenal militaire et en préparant ses alliances. Cette guerre en préparation n'est pas celle des travailleurs. C'est la guerre de ceux qui les exploitent partout sur la planète, en France comme en Chine, aux États-Unis comme en Afrique, pour accaparer la plus grande part de profits, au détriment de leurs concurrents. Au fur et à mesure que les tensions vont s'aggraver, la propagande visant à présenter les dirigeants chinois comme des fauteurs de guerre et de dangereux dictateurs qu'il faut empêcher de nuire va s'intensifier. Et elle viendra de tous les partis. Pour certains, ce sera au nom de la compétitivité, pour d'autres au nom de l'emploi, au nom du réchauffement climatique ou encore au nom de la défense des Ouïghours. Tout cela ne sera qu'habillage et hypocrisie car, si le régime chinois est incontestablement une dictature féroce, et avant tout contre les ouvriers chinois, ce n'est sûrement pas cela qui dérange Macron, Biden ou Johnson.

N'oublions pas le mot d'ordre lancé en pleine Première Guerre mondiale par le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht : «*L'ennemi principal est dans notre propre pays!*»

9 janvier 2022.



Inde : un bilan du mouvement des paysans

Nous publions ci-dessous la traduction de l'essentiel d'un article paru dans la revue trotskyste britannique *Class Struggle* (n° 114, hiver 2021).

Le 19 novembre 2021, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a retiré les trois lois agricoles qui avaient entraîné un mouvement de protestation sans précédent depuis plus d'un an contre son gouvernement. Ce n'était pas un recul complet, mais c'était tout de même inattendu.

Le 10 décembre, les médias annonçaient que le mouvement était arrêté et que les manifestants retournaient chez eux. Il n'est pas encore certain que cela mette un point final à la protestation. Le responsable de l'un des syndicats paysans, la Haryana Bharatiya Kisan Union, déclarait en effet : « *Nous allons nous réunir le 15 janvier pour discuter de la situation. Si le gouvernement ne tient pas ses promesses, nous reprendrons le mouvement.* »

Cet article vise à dresser le bilan de ce mouvement.

LES TROIS LOIS AGRICOLES DE MODI

Modi a fait passer ses trois lois agricoles de manière accélérée en septembre 2020, un an et demi après le début de son second mandat, en plein milieu de la deuxième vague de Covid. Son objectif était de



ISHAN TANKHA_LE MONDE

Pour les petits paysans, le stockage et le transport sont des problèmes cruciaux.

supprimer le système d'approvisionnement, de vente et de distribution jusque-là contrôlé par l'État : ses prétendues réformes visaient à permettre aux géants de l'agroalimentaire de pénétrer bien plus profondément le secteur agricole indien. Il est probable que le calendrier a été choisi à dessein : ces lois allaient accélérer la ruine des petits et moyens paysans, qui font partie de la base électorale de Modi et lui ont, au moins en partie, permis d'être réélu en 2019. Il avait alors promis de « doubler le revenu agricole ».

Les lois ont entraîné une vague de colère et de mobilisation touchant de larges pans de la paysannerie, qui a pris le gouvernement par surprise. Revenir sur ce processus et sur

les événements qui ont suivi permet de les comprendre.

En Inde, le système d'approvisionnement et de distribution des produits agricoles contrôlé par l'État a été développé dans les années 1960 et 1970 pour empêcher la récurrence des famines. Dans le cadre de ce système, les produits agricoles sont vendus aux enchères à des négociants, sous la surveillance du gouvernement, dans des marchés locaux (*mandis* en hindi) contrôlés par un organe régional, la Agricultural Produce Marketing Corporation. Les négociants sont tenus de payer un prix minimum de soutien (*Minimum Support Price, MSP*), fixé chaque saison par la commission des coûts et des prix agricoles du ministère de

l'Agriculture, et ils doivent aussi s'acquitter de frais de commercialisation. Quant aux paysans, ils doivent payer le transport de leurs produits au *mandi*.

Une part considérable des récoltes est également achetée par l'État, par l'intermédiaire de la Food Corporation of India, et vendue à des prix subventionnés au moyen d'un système de distribution public. Celui-ci est constitué d'un réseau de magasins subventionnés, où la population peut acheter sa nourriture à bon marché. D'autre part, l'État conserve une partie des stocks, pour les cas d'urgence. Les *mandis*, le prix subventionné et le système de distribution forment un tout. Ils permettent aux paysans de vendre leurs récoltes à un prix minimal et à l'État d'organiser la distribution des denrées alimentaires.

Au fil des décennies, ce système a fourni à une partie de la paysannerie un marché garanti pour ses produits, l'a protégée contre les fortes fluctuations de prix et la concurrence du secteur agroalimentaire, et a constitué un amortisseur social permettant à toute une frange de la population de survivre avec des denrées alimentaires à prix subventionnés.

La première des trois lois, dite

Loi de facilitation du négoce et du commerce des produits agricoles (Farmers Produce Trade and Commerce (Promotion and Facilitation Act), aurait entraîné la disparition de ce système et ouvert la voie à l'extension du marché dans tout le pays. Elle aurait rendu possible le commerce en dehors des *mandis*, c'est-à-dire sans aucune régulation ni fiscalité. Cette loi était présentée comme donnant aux paysans et aux négociants « *la liberté de choix* » et créant, selon l'expression de Modi, « *une nation, un marché* », mais ce n'était guère le cas. Dans un pays où 86 % des paysans possèdent moins de 0,8 hectare de terres et n'ont pas les moyens de transporter leurs produits, même jusqu'au *mandi* local, l'unification du marché à l'échelle nationale se serait en effet faite exclusivement au profit des géants de l'agroalimentaire.

La deuxième loi, intitulée Loi portant sur un accord de protection des paysans, sur la fixation des prix et sur les services agricoles (*Farmers (Empowerment and Protection) Agreement on Price Assurance and Farm Services Act*), aurait légalisé la contractualisation des relations entre l'industrie agroalimentaire et les paysans, que ce soit pour l'achat de produits agri-

coles ou la location à bail de terres.

Ce type de contrat lie le paysan par une clause d'exclusivité à un acheteur unique : si sa récolte ne satisfait pas aux critères fixés par l'acheteur, le paysan ne peut pas la vendre à cet acheteur, mais pas non plus à un autre acheteur. Cela aurait entraîné des pénuries alimentaires artificielles, et des hausses de prix.

La dernière des trois lois, appelée Amendement à la loi sur les marchandises essentielles (*Essential Commodities (Amendment) Act*) prévoyait que le secteur agroalimentaire aurait la possibilité de stocker des produits agricoles. Elle aurait supprimé les limitations existant en la matière, sauf en cas de forte hausse des prix. La loi ne précisait pas la période durant laquelle une telle hausse devait être mesurée pour que de telles restrictions soient introduites (de fortes hausses ne surviennent en effet pas du jour au lendemain) et elle libérait le secteur agroalimentaire de cette disposition. Elle aurait donc permis à ce dernier, et notamment aux quatre grandes entreprises du secteur, qui contrôlent entre 75 et 90 % du négoce mondial de céréales, à savoir ADM, Bunge, Cargill et Louis-Dreyfus, ainsi qu'à de grands capitalistes indiens tels que les groupes Ambani et Adani, de stocker des produits agricoles, tout en supprimant tout contrôle sur les prix des denrées alimentaires. De plus, cela aurait permis à l'avenir une extension considérable du négoce de produits agricoles, entraînant une évolution encore plus imprévisible des prix, en fonction des fluctuations boursières. Une fois que les géants de l'agroalimentaire auraient mis la main sur une part suffisante du marché, ils auraient contraint les paysans à baisser leurs prix de gros et auraient accru leurs prix de vente au détail pour les consomma-



Dans l'État du Bihar, au nord-est de l'Inde, les *mandis* locaux ont déjà été remplacés par de grands entrepôts éloignés des villages.



La zone régionale la plus engagée dans le mouvement des paysans.

teurs. Il n'est donc pas étonnant que les syndicats de paysans aient surnommé cette loi la «loi d'encouragement à la rétention de stocks et au marché noir».

Il faut noter que cette loi constituait aussi une attaque contre la classe ouvrière et les franges inférieures de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire contre tous ceux qui dépensent la majeure partie de leurs revenus dans l'alimentation. En effet, avec la suppression du contrôle des prix, une fois que les grands groupes agroalimentaires auraient avalé une portion suffisante du marché, ils auraient augmenté leurs prix, et cette partie de la population aurait encore davantage glissé dans la pauvreté. De plus, en supprimant le système public de distribution des denrées alimentaires, la première loi s'attaquait au filet de sécurité qui continue de préserver de la famine cette partie de la population.

LA DIVISION EN CLASSES DANS LES CAMPAGNES

Le mouvement des paysans a pu prendre des dimensions considérables et spectaculaires à certaines périodes, mais la majorité des participants étaient originaires de trois régions seulement, dans le nord du pays : le Pendjab, le Haryana et la partie occidentale de l'Uttar Pradesh. Ces États sont de fait le grenier à blé du pays : 20 % des stocks de

céréales indiens viennent d'Uttar Pradesh. Quant au Pendjab, il fournit 12 % du blé et 12,5 % du riz consommés en Inde.

Qui plus est, des décennies de réforme législative orchestrée au niveau régional par le Parti du Congrès et par le BJP (le parti de Modi) ont déjà partout ailleurs mis à mal le système des *mandis*. Des lois régionales ont supprimé le prix minimal de nombreux produits agricoles, ont introduit la possibilité pour les paysans de conclure des contrats avec leurs acheteurs et ont supprimé la dimension universelle du système public de distribution (les denrées alimentaires ne sont plus subventionnées pour tous, mais seulement pour ceux dont les revenus sont inférieurs au seuil officiel de pauvreté). Aujourd'hui, seul un quart des produits agricoles est distribué par le système des *mandis*, principalement le riz et le blé du Pendjab et du Haryana. Dans les États où ce système a été démantelé, par exemple au Bihar, la paysannerie est déjà ruinée.

Si ce mouvement a été appelé «mouvement des paysans», il est loin d'être homogène. Il y a parmi les paysans des propriétaires d'exploitations de toutes les tailles, et des travailleurs agricoles dans diverses situa-

tions. Ils ne partagent clairement pas les mêmes intérêts.

En outre, le Pendjab, le Haryana et la partie occidentale de l'Uttar Pradesh possèdent une histoire particulière, qui est fondamentalement différente de celle d'autres parties du pays, du fait de la «révolution verte» qui a obligé en 1965 à ouvrir le marché indien à des entreprises des États-Unis, comme Monsanto et DuPont, ou encore à Syngenta. Les paysans indiens furent contraints d'acheter à ces entreprises leurs semences, leurs engrais, leurs herbicides et leurs pesticides.

La «révolution verte» s'est révélée être un désastre écologique et a fait basculer les paysans dans un endettement sans fin. Son seul impact positif a concerné les grandes exploitations. On estime que, pour que les nouvelles méthodes permettent une augmentation de la productivité, il fallait posséder une exploitation d'au moins 320 ares. Or, au début des années 1970, 30 % des paysans du Pendjab, 35 % de ceux du Haryana et 50 % de ceux de la partie occidentale de l'Uttar Pradesh possédaient moins de 120 ares. Cette situation incitait donc les paysans légèrement plus riches à racheter les terres des plus pauvres, si bien qu'entre 1961

et 1971 la proportion des ménages du Pendjab possédant moins de 2 hectares passa de 17% à 56%.

Aujourd'hui, 5% des paysans du Pendjab possèdent plus de 10 hectares de terres. Une partie de ces gros paysans ont agrandi leurs propriétés et diversifié leurs activités, devenant de petits capitalistes dans la transformation de produits laitiers, le transport ou le négoce.

De l'autre côté, la petite paysannerie a été continûment ruinée : aujourd'hui, 67% des ménages ruraux du Pendjab sont sans terres et, parmi ceux qui possèdent des terres, 60% sont des petits propriétaires. De plus, chaque ménage paysan du Pendjab a une dette moyenne de 1 million de roupies (soit environ 12 000 euros), mais un revenu mensuel moyen de seulement 6 000 roupies (soit 72 euros).

La situation est similaire en Uttar Pradesh, où 74% des paysans possèdent moins de 100 ares, et 40% de ces petits propriétaires sont endettés. La ruine des petits paysans a conduit à la prolétarisation de vastes pans de la population rurale. De nombreux petits paysans s'emploient comme travailleurs agricoles, et une partie des membres de leur foyer travaillent en usine dans les villes, afin de renvoyer leur salaire à la maison pour permettre au ménage de se maintenir. Il est possible que 70% de la classe ouvrière indienne soit liée à la terre de cette manière.

Cette armée de prolétaires ruraux sans terres grandit. Ils ne travaillent qu'environ 110 jours par an pour des paysans riches ou dans le cadre d'un programme gouvernemental de garantie de l'emploi rural. Le reste de l'année, ils doivent s'employer comme saisonniers, dans le secteur informel ou comme journaliers, ou tout cela à la fois, souvent dans le bâtiment. Mais la crise entraînée

par les confinements en 2020 et 2021 a arrêté la plupart des chantiers industriels et du BTP. Il n'est donc pas étonnant que le Haryana ait le taux de chômage le plus élevé du pays : il était de 35,7% entre mai et août 2021, d'après le groupe de réflexion Centre for Monitoring Indian Economy.

L'endettement et le chômage élevés ont transformé la « ceinture de la révolution verte » en ceinture des suicides : le National Crime Records Bureau, agence gouvernementale produisant des statistiques sur le sujet, indique qu'en Uttar Pradesh 11 458 paysans se sont suicidés en 2016. Une étude récente, portant sur seulement 16% des villages du Pendjab, faisait ressortir que 17 000 paysans et travailleurs agricoles s'étaient suicidés ces 17 dernières années, dont 60% étaient âgés de moins de 35 ans. Les jeunes habitant cette région ne s'y voient aucun avenir.

Appeler le mouvement actuel « mouvement des paysans » escamote donc les différences de classes (et les luttes qui en résultent) entre paysans riches d'un côté, et paysans pauvres et travailleurs agricoles de l'autre. Au Pendjab, un tiers des terres

panchayati (terres appartenant à des organes administratifs villageois) non utilisées ont été allouées il y a soixante ans à des dalits (personnes hors caste, également appelées « intouchables »), en majorité des travailleurs agricoles. Mais les gros paysans ont utilisé leur puissance pour garder le contrôle de ces terres. Grâce à des luttes continues depuis 2014, les travailleurs agricoles ont réussi à récupérer 1 120 hectares de terres. Dans les mois qui ont précédé le « mouvement », démarré en septembre 2020, il y a eu au Pendjab une mobilisation de travailleurs agricoles pour des augmentations des salaires (lesquels s'étaient écroulés à environ 2,40 euros par jour), qui s'est heurtée à une violente résistance des paysans riches.

Cette lutte des classes dans les campagnes a eu un impact sur le système des mandis. Souvent, en pratique, les *mandis* et les prix minimaux sont organisés au profit des paysans riches : ceux-ci ont des négociants influents, pouvant mettre la main sur un marché local et contrôler les enchères. Le système d'approvisionnement public est faible, si bien que les petits paysans qui ne possèdent pas l'infrastructure



Des chômeurs et des journaliers font la queue pour recevoir de la nourriture, à New Delhi, le 26 mars 2020.

PTI Manvender Singh



Campement de paysans le long d'une barrière de police, à New Delhi, fin novembre 2020.

ture nécessaire pour stocker leur récolte ou l'argent pour la transporter au *mandi* sont souvent contraints de vendre leur récolte sur place, en dessous du prix minimal, aux négociants des paysans riches, lesquels reçoivent le prix minimal subventionné sur le *mandi*.

Les lois de Modi, en permettant aux groupes de l'agroalimentaire de pénétrer encore plus ce système, auraient encore aggravé cette crise dans les campagnes. Mais l'impact de cette aggravation n'aurait pas été identique pour tous les pans de la société rurale. Certains paysans riches auraient fort bien pu accueillir favorablement l'arrivée des groupes agroalimentaires, y trouvant leur compte en devenant intermédiaires. Mais, pour d'autres gros paysans, ces lois auraient signifié la fin des systèmes qui les ont protégés jusqu'à maintenant contre la concurrence des multinationales agroalimentaires sur le marché mondial.

Enfin, pour la masse des petits paysans et du prolétariat rural, ces lois auraient entraîné un véritable désastre. Avec la fin du système du prix minimal, leurs

récoltes auraient été vendues à des prix encore plus bas, alors qu'ils souffrent déjà d'un endettement chronique. De fait, les nouvelles lois auraient fait basculer les petits paysans dans les rangs des millions de chômeurs.

LE « MOUVEMENT DU PEUPLE »... DIRIGÉ PAR LA PAYSANNERIE RICHE

Lorsque les trois lois furent adoptées par ordonnances en juin 2020, les syndicats paysans commencèrent à organiser des meetings pour mobiliser leur base. Du 25 au 27 novembre 2020, plus de 200 000 paysans installèrent des campements aux abords de la capitale, Delhi. Ils étaient venus avec leurs tracteurs et des remorques remplies de nourriture, prévoyant un combat de longue haleine, et ils firent face à la police de Haryana et de Delhi, avec ses barrages, ses canons à eau, ses gaz lacrymogènes et ses charges de lathis, longs et lourds bâtons (*bidules*) hérités de l'époque coloniale.

Le mouvement était organisé par le Samyukt Kisan Mor-

cha (SKM, Mouvement unifié des agriculteurs), qui chapeaute plus de 40 syndicats paysans de différentes obédiences. Ainsi, ces derniers mois, le mouvement était dirigé par Rakesh Tikait, homme de droite, porte-parole national du Bharatiya Kisan Union (Arajnaitik) ou Syndicat des paysans indiens (apolitique), issu de la Bharatiya Kisan Union (BKU), qui était à la pointe du nouveau mouvement paysan dans les années 1980-1990. À l'époque, ce syndicat revendiquait des aides gouvernementales sous la forme de subventions pour l'électricité et les fertilisants, qui étaient majoritairement accaparées par les paysans riches (une étude de 2014 a montré que 94% des subventions publiques destinées aux paysans étaient accaparées par eux), plutôt que des infrastructures publiques et des projets d'irrigation qui auraient bénéficié à tous les paysans (en dehors du Pendjab, 55% des terres arables ne sont toujours pas irriguées).

Rakesh Tikait est le fils de Mahendra Singh Tikait, ancien président de la BKU. Toute sa vie, ce dernier a organisé des



Au Pendjab, Ugrahan (à droite sur la photo), un leader du syndicat paysan BKU et des militants font la moisson d'un fermier resté manifester à Delhi, fin avril 2021.

manifestations de centaines de milliers de paysans avec leurs tracteurs, faisant le siège des bureaux du gouvernement d'Uttar Pradesh, à Lucknow, puis du Club nautique où se retrouvait le gratin, à New Delhi, pour revendiquer une baisse du coût de l'électricité et une hausse des prix d'achat des produits agricoles. Quand il mourut, la BKU se scinda en plusieurs fractions. Ses deux fils, Rakesh et Narendra Tikait, lancèrent la BKU (Arajnaitik). Les deux frères participèrent, avec de hauts responsables du BJP aux émeutes antimusulmanes de Muzaffarpur en 2013, qui entraînèrent 62 morts et plus de 50 000 déplacés. Depuis lors, Rakesh Tikait a essayé de se lancer dans la politique, d'abord avec le BJP et sa ligne nationaliste d'extrême droite. Il est clair qu'il entend s'appuyer sur le mouvement actuel pour développer sa carrière politique.

Le mouvement paysan comprend également d'autres forces politiques, qualifiées de gauche : le Pendjab a été un important centre du mouvement com-

muniste puis du mouvement maoïste naxalite, qui organisa les petits paysans et les travailleurs agricoles contre la paysannerie riche¹. Dans les actuelles protestations, il reste des traces de ces organisations. Par exemple, le Forum des paysans (Kisan Sabha) d'Inde, contrôlé par le Parti communiste d'Inde, est représenté à la tête du mouvement, comme la BKU (Ekta Ugrahan) ou le Syndicat des paysans indiens (Unity Ugrahan).

Mais ces deux organisations ont abandonné toute responsabilité vis-à-vis de la petite paysannerie et des travailleurs agricoles : elles ont en effet déclaré que le mouvement était le « mouvement du peuple », ce qui escamote complètement la question des forces sociales qui sont à sa tête et de la direction qu'il prend. Cette position est tout à fait conforme à la tactique électorale des principaux partis communistes, qui visait à former des « fronts antifascistes » contre le BJP lors des dernières élections régionales, souvent avec des partis ouvertement réactionnaires. Les dirigeants du

SKM n'ont mentionné aucune revendication qui reflète les intérêts spécifiques de la petite paysannerie et des travailleurs agricoles, telles que la redistribution des terres, l'augmentation des salaires des travailleurs agricoles et l'annulation des dettes. Les prolétaires des campagnes ont donc été relativement peu nombreux à rejoindre le mouvement et certaines catégories de la population rurale, comme les nombreux travailleurs agricoles originaires du Bihar qui travaillent dans l'État du Pendjab, n'ont pas participé au mouvement. De plus, ces dirigeants ont de plus en plus été ouverts à des compromis sur le retrait de la troisième loi (l'Amendement à la loi sur les marchandises essentielles). Peu leur importait que cela fût la loi principale, celle contre laquelle la classe ouvrière urbaine et les prolétaires des campagnes pouvaient se mobiliser et même être rejoints par les franges inférieures de la petite bourgeoisie, car cette loi concerne le prix des denrées alimentaires. De même, ils n'ont pas fait cam-

¹ Note de la rédaction : essentiellement à la fin des années 1960 et dans les années 1970, même si le mouvement a continué ensuite, et que des groupes naxalites subsistent aujourd'hui.



EPA

Le 26 janvier 2021, malgré les forces policières, des milliers de manifestants, paysans, ouvriers, jeunes chômeurs ont réussi à converger au centre de Delhi, au Fort Rouge.

pagne sur la suppression, par cette loi, du système de distribution publique de denrées subventionnées, dont 66 % de la population continue de bénéficier aujourd'hui.

De fait, dès le début du mouvement, les dirigeants du SKM n'ont pas tenté de s'adresser à la classe ouvrière des centres industriels, qui est concentrée par millions précisément dans les faubourgs de Delhi, parfois très près des emplacements qu'ils avaient choisis pour leurs campements. Et ce malgré le fait que de nombreux travailleurs ont des liens naturels avec la paysannerie, du fait qu'ils sont originaires de familles rurales qui possèdent des terres au village. De plus, les fédérations syndicales ouvrières n'ont pour ainsi dire rien fait pour soutenir le mouvement. Les manifestations appelées par les fédérations syndicales ou même par les syndicats de l'automobile des zones industrielles de Delhi pour soutenir le mouvement furent purement symboliques et peu nombreuses. Bien que le mouvement ait duré une année entière, aucune force politique

importante n'a tenté de favoriser l'émergence d'une direction qui représenterait les intérêts de la petite paysannerie, des travailleurs agricoles et de la classe ouvrière.

ESSOR ET DÉCLIN DU MOUVEMENT

Dès novembre 2020, la tactique du SKM était de camper près d'autoroutes importantes qui relient Delhi à la campagne, et de menacer de bloquer ces voies essentielles. À partir de décembre 2020, il appela à plusieurs *Bharat Bandhs* (jours d'arrêt total du pays), par le blocage des voies de chemin de fer au Pendjab, des manifestations dans les villes et communes, et des tentatives de bloquer les autoroutes autour de Delhi. Alors que le mouvement prenait de l'ampleur, de petites délégations d'organisations de paysans, de travailleurs et de femmes, et des militants du mouvement de 2019-2020 contre les lois de Modi sur la citoyenneté rejoignirent les campements pour manifester leur soutien. Un journal, le *Trolley Times*, fut pu-

blié et diffusé parmi les différents campements.

Le 26 janvier 2021, Jour de la République en Inde, le SKM annonça une manifestation pour le retrait immédiat des trois lois. Il s'accorda avec la police de Delhi pour limiter le parcours de la manifestation à la grande banlieue de Delhi. Malgré les mesures prises par la police dans les jours qui précédèrent la manifestation, telles que la pose de clous sur la chaussée pour crever les pneus des tracteurs ou la construction de barrages, la manifestation eut tout de même lieu. La masse des manifestants choisit d'ignorer le parcours convenu par le SKM qui entra dans Delhi en une impressionnante démonstration de force.

Des travailleurs de l'industrie manifestèrent également avec les paysans du village dont ils étaient originaires. Ils se rendirent au Fort Rouge, dans le centre historique, et y submergèrent complètement les forces de police. Les paysans ayant montré leur force, mis le gouvernement de Modi en difficulté et battu ses forces de sécurité, le mouvement fut, dans les jours

suyants, au cœur des discussions des millions de travailleurs qui vivent et travaillent aux abords de Delhi. C'était une occasion en or pour inviter la classe ouvrière urbaine à rejoindre le mouvement.

Mais la manifestation du 26 janvier fut une mise en garde tant pour le gouvernement que pour la direction du mouvement elle-même quant au risque que le mouvement se développe hors de tout contrôle. Le SKM annula rapidement la manifestation devant le Parlement prévue pour le 1^{er} février. Le mouvement déclinait. Les mois suivants, il stagna et les campements se vidèrent. Les rassemblements et les manifestations se déplacèrent de la périphérie de Delhi vers la campagne, ce qui réduisit leur importance et leur influence. Les manifestations de masse furent annulées.

MODI RETIRE LES TROIS LOIS

De manière inattendue, le 19 novembre 2021, dans une allocution télévisée programmée lors de la fête religieuse de Guru Purab, Modi annonça à la nation qu'il allait retirer les trois lois agricoles.

En fait, la raison de sa décision est transparente : Modi et son parti, le BJP, se font du souci à propos des élections en Uttar Pradesh et au Pendjab prévues pour février et mars 2022.

Tikait et des responsables du SKM avaient déclaré qu'ils

feraient campagne pour faire perdre le BJP dans les deux États, qui avaient été au centre de la mobilisation paysanne et sont donc extrêmement importants sur le plan politique. Et deux dirigeants de haut rang du SKM, Guram Singh Charuni et Balbir Singh Rajewal, annoncèrent en juillet qu'ils se présenteraient aux élections au Pendjab.

État le plus peuplé du pays, l'Uttar Pradesh est d'une importance capitale pour tout parti politique. Au BJP, nombreux sont ceux qui voient en Yogi Adityanath, le dirigeant de cet État, le seul candidat possible pour succéder à Modi au poste de Premier ministre en 2024. Craignant de perdre leur siège aux prochaines élections, plusieurs hauts responsables du BJP de cet État avaient commencé à s'exprimer en public contre les lois agricoles. De plus, en dehors des partis régionaux établis en Uttar Pradesh, plusieurs partis dont l'influence avait été limitée à d'autres régions du pays s'efforcent de tirer avantage de l'effondrement du Parti du Congrès en présentant des candidatures dans cet État. Ce ne sont donc pas moins de 25 partis qui participeront aux élections de mars 2022 en Uttar Pradesh, transformant ce scrutin en une bataille pour gagner quelques décimales contre les autres.

Quant au Pendjab, c'est le fié du Shiromani Akali Dal, partenaire de coalition du BJP au sein de la National Democratic Alliance. Le 26 septembre 2020, les protestations des paysans du Pendjab contre les lois agri-

coles ont amené ce parti à quitter l'alliance gouvernementale, mettant un terme à une coalition vieille de deux décennies. Depuis novembre 2020, de nombreux députés BJP du Pendjab se sont vu opposer des drapeaux noirs par des paysans en colère et ont été empêchés de se déplacer dans leur circonscription ou village, ce qui rend leur campagne compliquée.

En fin de compte, le retrait des lois pourrait permettre au BJP de renouer avec les dirigeants des syndicats paysans, dont certains avaient été proches de lui par le passé.

ET MAINTENANT ?

Le retrait des trois lois agricoles est bien sûr une victoire pour le mouvement des paysans. Mais c'est une victoire limitée. La revendication d'un prix minimal inscrit dans la loi reste à obtenir. Et la crise que vit la paysannerie, antérieure à ces lois, n'a pas disparu, loin de là. [...]

Le 12 décembre 2021, des milliers de travailleurs agricoles arrêtaient des trains au Pendjab. Ils protestaient contre le refus du Premier ministre de cet État, membre du Parti du Congrès, de confisquer des terres détenues par des paysans riches pour les redistribuer aux paysans sans terres et de garantir des prix de vente abordables pour les denrées alimentaires. La lutte continue.

20 décembre 2021



Afrique du Sud: au lendemain des élections municipales, clap de fin pour l'ANC ?

Le texte ci-dessous est adapté d'un article paru dans la revue trotskyste britannique *Class Struggle* (n° 114, hiver 2021).

L'ANC (African National Congress – Congrès national africain), au pouvoir en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid en 1994 et connu comme le parti de Nelson Mandela, a obtenu lors des élections locales du 1^{er} novembre 2021 son pire résultat de tous les temps : 46 % des voix. La presse a titré : « L'ANC est-il enfin en train de perdre son emprise ? » ; « Assiste-t-on au début de la fin de l'ANC ? » Après 27 ans de domination incontestée, il semble de plus en plus évident que le parti est trop dégénéré, corrompu et affaibli pour rester au pouvoir beaucoup plus longtemps, du moins dans sa forme actuelle.

La forte érosion du soutien à l'ANC était déjà visible lors des élections locales de 2016, et même lors des scrutins précédents, tant locaux que nationaux. Depuis au moins une décennie, le gouvernement a été incapable de fournir en permanence les services publics les plus élémentaires, même à certains des plus anciens townships de la classe ouvrière noire, sans parler des nouveaux bidonvilles qui prolifèrent autour des grandes villes¹. Qui

plus est, ces dernières années, cette incapacité s'est propagée à des banlieues plus aisées, principalement blanches, dans des agglomérations comme celle de Johannesburg, où les pannes de courant et les coupures d'eau sont hebdomadaires, et parfois même quotidiennes, dégradation aggravée par la pandémie.

De fait, l'Afrique du Sud, malgré sa relative richesse, se trouve reléguée au statut de pays pauvre « en voie de développement » depuis la fin de l'apartheid, et l'illusion est tombée qu'elle était en quelque sorte sur un pied d'égalité avec l'Occident impérialiste. Cette impression fautive, que le régime s'évertuait à donner à la minorité blanche sur laquelle il s'appuyait, était due en partie à la surexploitation de la classe ouvrière noire, qui a longtemps permis l'accumulation de superprofits, à la fois dans les coffres de la minuscule mais très fortunée classe capitaliste d'Afrique du Sud et dans ceux des multinationales qui y investissaient. Certes, la classe ouvrière du pays, par sa combativité exceptionnelle, a contraint la minorité blanche au pouvoir à renoncer à l'apar-

theid. [...] La classe dirigeante a mené une politique qui n'a fait qu'accompagner le déclin social et économique consécutif à la grande crise de 2008, dans une sorte de plongeon vers le pire.

**RAMAPHOSA, ANCIEN
DIRIGEANT SYNDICAL
DEVENU FUSILLEUR
D'OUVRIERS**

Le président Cyril Ramaphosa a été élu en 2018, avec l'espoir qu'il mettrait fin à la corruption devenue endémique – on parlait alors d'une « capture de l'État » – sous son prédécesseur, Jacob Zuma, connu pour sa subordination à la riche famille des Gupta, une corruption telle qu'elle avait paralysé le gouvernement. Mais, loin de lutter contre la corruption, Ramaphosa a été à son tour capturé...

Autrefois l'un des hommes les plus riches d'Afrique (les plus riches sont tous des hommes), Ramaphosa avait su tirer parti de la politique dite de *black empowerment* (promotion des Noirs) mise en place par les différents gouvernements post-apartheid, et il était impatient de se retrouver aux com-

¹ Sous l'apartheid, les townships étaient des quasi-bidonvilles, habités exclusivement par des Noirs ou des métis. Dans les années 1970 et 1980, le quartier de Soweto (acronyme de South West Township) à Johannesburg fut l'un des bastions de la révolte des travailleurs noirs.

mandes de l'État. Il y est parvenu, malgré l'atteinte portée à sa réputation en 2012 par son rôle central dans le massacre des mineurs de Marikana. Nombreux sont ceux qui l'appellent encore le boucher de Small Kopie, le lieu-dit où 34 mineurs en grève furent assassinés par la police, avec l'aval de Ramaphosa. Il était à l'époque administrateur à titre consultatif de la multinationale Lonmin, propriétaire de la mine de platine de Marikana. Ses courriels au sujet de la grève contenaient des appels explicites à mettre une fin rapide au mouvement, exigeant une « *action coordonnée* » contre les mineurs qu'il qualifiait de « *criminels manifestement ignobles* ». Cela ne doit jamais être oublié.

Cela dit, ce qui est déjà oublié c'est que ce même assassin de mineurs, par une sorte d'ironie de l'histoire, a été l'un des fondateurs, en 1982, du premier syndicat officiel de mineurs, le NUM (National Union

of Mineworkers – Syndicat national des mineurs), et qu'il fut l'un des dirigeants de leur première grève nationale en 1987, avec le slogan « L'année où les mineurs prennent le contrôle », à la tête de 250 000 grévistes revendiquant une augmentation des salaires de 30 %.

La grève de 1987 dura trois semaines et fut violemment attaquée par les forces de répression de l'apartheid, entraînant 9 morts, 500 blessés et plus de 400 arrestations. L'Anglo-American, le principal employeur, refusa de céder et menaça de licencier tout le monde. Ramaphosa céda rapidement, au nom des travailleurs. Il suspendit la grève et les mineurs reprirent le travail vaincus. 50 000 perdirent leur emploi dans la foulée. Le slogan du NUM était valable : oui, les mineurs constituaient le bataillon le plus puissant de la classe ouvrière et ils auraient pu « prendre le contrôle ». Mais les nationalistes comme Ramapho-

sa, qui dirigeaient le mouvement ouvrier avec l'aide du Parti communiste, avaient au fond comme but de s'en servir de marchepied pour accéder au pouvoir, en forçant la bourgeoisie à leur faire une place, pas de permettre à la classe ouvrière de le prendre elle-même.

Aujourd'hui, et c'était vrai avant même les élections municipales, l'équipe gouvernementale de Ramaphosa est vue comme totalement inefficace et toujours sous la coupe de la mafia de l'ancien président Zuma. Seuls les commentateurs naïfs prétendent qu'il suffirait de se débarrasser des fonctionnaires et ministres corrompus pour permettre à Ramaphosa d'agir – sans vraiment préciser d'ailleurs quel genre d'action il pourrait alors mener. Or c'est là tout le problème auquel sont confrontés la foule croissante des pauvres et ce qu'il reste de la classe ouvrière organisée. [...]

DES RÉSULTATS ACCABLANTS

Aujourd'hui, le recul électoral de l'ANC est incontestable. Les élections locales lui ont fait perdre le contrôle des centres urbains des zones les plus peuplées du pays. À Johannesburg, la capitale financière et industrielle du pays, son score est passé de 49,6 % en 2016 à 33,6 % en novembre dernier ; à Tshwane (anciennement Pretoria), il est passé de 41,5 % à 34,6 % ; et à Ekurhuleni (qui comprend l'est et le nord-est densément peuplés du Witwatersrand), son score est passé de 52,7 % en 2016 à 38,2 % en 2021.

Pire, l'ANC a purement et simplement perdu le contrôle du port le plus important du pays : dans le district métropolitain (ou « metro ») d'eThekweni, plus connu sous le nom de Durban, il est passé de 57 % en 2016 à

REUTERS_SIPHWE SIBEKO



Le 16 août 2012, la police attaque et massacre des grévistes à la mine de Marikana, à 100 km de Johannesburg.



42 %². À Mangaung, où l'ANC est né (et où se situe la ville de Bloemfontein), la majorité de l'ANC est passée de 57,9 % en 2016 à 50,6 %. Cas exceptionnel, l'ANC y conserve les commandes. Mais, à l'échelle du pays, il ne contrôle plus que deux « metros » sur huit. [...] En fait, au total, l'ANC n'a conservé la majorité que dans 161 circonscriptions municipales sur 213, et encore : il n'a la majorité absolue que dans 122 d'entre elles.

Mais l'indicateur le plus révélateur de l'opinion publique a été la très faible participation. Au soir du scrutin, celle-ci n'était que de 26 % dans les circonscriptions entourant Johannesburg et Sandton.

Pour finir, moins d'un tiers des électeurs potentiels se sont effectivement rendus aux urnes. Mais même cela ne veut pas dire grand-chose : seuls deux électeurs potentiels sur trois étaient inscrits sur les listes électorales ; et sur les 26,2 millions d'inscrits,

seuls 12,3 millions, soit moins de la moitié, ont effectivement voté. Jamais la participation n'avait été aussi basse. Si une partie de cette abstention peut être attribuée à la démoralisation entraînée par la pandémie, il est évident que de nombreux électeurs ont refusé de voter par dégoût des politiciens locaux, mais aussi nationaux.

Tout compte fait, l'ANC a été soutenu par moins de 34 % du corps électoral. Cela reflète l'immense désillusion de la population. Et cela n'a rien d'étonnant.

Au niveau local, municipal, des services aussi fondamentaux que l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement ne sont plus assurés. Cela vient s'ajouter aux pannes de courant devenues habituelles... pour ceux qui ont la chance d'être connectés à un réseau électrique. Nombreux sont aussi ceux qui se privent de repas.

Le taux de chômage officiel est de 34 %, mais le chômage des jeunes est estimé à 70 %. Cela

a évidemment été aggravé par les épisodes de paralysie économique liés à la pandémie. Mais le chômage atteignait déjà de tels niveaux bien avant.

LES ÉMEUTES DE JUILLET 2021

En juillet dernier, quatre mois avant les élections locales, le pays a été secoué par les pires émeutes depuis l'apartheid, dont la répression a fait plus de 300 morts. Il a même été question de reporter les élections. Si les pillages et les incendies n'ont duré que dix jours, les destructions ont été d'une intensité et d'une violence sans précédent.

Les émeutes ont commencé le 9 juillet dans le KwaZulu-Natal. Elles ont été délibérément provoquées par des partisans de l'ancien président Jacob Zuma, qui avait été emmené en prison pour y purger une peine de 15 mois pour outrage au tribunal, dans le cadre de son procès

² Depuis la rédaction de l'article, l'ANC a réussi à reprendre eThekweni, à force de menaces et de pots-de-vin. L'ANC en 2016 déjà avait eu recours à des hommes de main pour faire assassiner des opposants. Il a aussi créé plus de 300 mini-partis, indépendants sur le papier mais en fait à sa solde (note de Workers'Fight).



Pillage d'un supermarché, à Ekurhuleni, dans la province du Gauteng, le 12 juillet 2021.

pour corruption. Cependant, les émeutes se sont rapidement propagées à travers le KwaZulu, puis ont éclaté dans le Gauteng, à 500 kilomètres de là, avant de faire des émules aux quatre coins du pays. C'était comme si quelqu'un avait jeté une allumette sur une savane desséchée.

Dans un article intitulé « Voici à quoi ressemble un État défaillant », Richard Poplak, un journaliste du *Daily Maverick*, a décrit comment « à travers le Gauteng et le KwaZulu-Natal, deux conflagrations massives [...] se sont rejointes pour former un feu de forêt dévastateur. La première était la rage fabriquée par un réseau criminel organisé qui a sauté sur l'occasion offerte par l'incarcération d'une figure politique. La seconde était l'instabilité causée par le désespoir d'une population prise dans un étaiu économique de plus en plus serré. [...] Malheureusement, l'Afrique du Sud est à genoux. Des quartiers entiers ont été rasés mais, de manière plus significative, [...] la violence a ciblé des nœuds vitaux de distribution : des entrepôts à Mooi River ; des magasins alimentaires

dans la « metro » d'eThekweni ; des grands centres commerciaux et logistiques le long de la côte et jusqu'à Pietermaritzburg. [...] Que les partisans de Zuma, dans leur soif de reprendre en main l'État, aient contribué à cette situation est presque secondaire. Les Sud-Africains sont confrontés à un deuxième hiver consécutif de confinement, fait de privations devenues insupportables. La réponse inhumaine du gouvernement à la pandémie de Covid-19, [l'interdiction inexplicable de la vente d'alcool et de cigarettes] ont touché un nerf à vif, et les réactions populaires un temps refoulées se donnent maintenant libre cours dans la rue, partout dans le pays. Les experts économiques insistent sur le fait qu'il n'y avait aucun moyen de financer de véritables programmes d'aide sociale, de sorte que même la pathétique subvention introduite pendant la pandémie, de 350 rands seulement (8 euros par mois!), a été suspendue. Ce régime d'austérité est le résultat de programmes d'ajustement structurel successifs, dont la cruauté obscène rappelle les famines sciemment

organisées de l'ère coloniale. [...] La parcimonie du gouvernement a eu des conséquences inévitables : les gens sont furieux. » Cependant, comme dans toute émeute spontanée, quelle qu'en soit l'étincelle, il n'y a pas eu de direction politique, et pas de dirigeants politiques non plus. Simplement des gens en colère, affamés, démunis.

Qu'en est-il de Zuma ? Cette caricature de dirigeant a encore bon nombre de partisans, ne serait-ce que sa famille et ses amis, milieu qui se retrouve à Nkandla, sa ferme-ranch dans le KwaZulu, financée par les deniers publics. Âgé de 79 ans, il est très malade. Après seulement deux mois en prison, il a reçu une libération conditionnelle sur avis médical. Mais, le 15 décembre 2021, il a été décidé qu'il devrait retourner en prison pour finir de purger sa peine. Ses médecins disent qu'il est en phase terminale et qu'un établissement correctionnel ne pourrait pas fournir les soins médicaux nécessaires. Il semble que les autorités pénitentiaires préféreraient ne pas le récupérer non plus. [...]

LA POLITIQUE DE L'ANC, PAS PLUS POTABLE QUE L'EAU DU ROBINET

Les Sud-Africains riraient jaune s'ils regardaient le site Internet du gouvernement vantant un pays « doté d'un réseau routier et ferroviaire hors pair, de liaisons aériennes intérieures et internationales remarquables et d'infrastructures de télécommunication de classe mondiale ». Le site prétend même (aujourd'hui !) que « des services de santé tant publics que privés et d'excellente qualité sont disponibles dans tout le pays ». Or l'un des principaux sujets abordés lors des élections municipales a été les nids-de-poule, si énormes qu'ils peuvent littéralement casser les voitures en deux. Quant aux voies ferrées, dans bien des endroits elles ont été dépouillées... de leurs rails, et de tout morceau de ferraille ou de câble récupérable. Même les bâtiments des gares, souvent vandalisés, tombent en ruine.

Ebrahim Harvey, écrivain et ancien militant politique et syndical originaire de Soweto, a écrit dans un article analysant les résultats des élections : « Il ne fait aucun doute que, depuis 1994, l'ANC n'a cessé de tirer profit de l'attachement historique envers lui de la majorité afri-

caine, au sens racial et diviseur donné à ce mot sous l'apartheid. En conséquence, il n'a pas fait grand-chose pour améliorer les conditions de vie déplorables des habitants des townships noirs, même après avoir perdu les municipalités les plus importantes du pays en 2016. »

Pendant au moins une décennie, si ce n'est depuis la fin de l'apartheid, les conditions d'existence dans les townships se sont détériorées dans tous les domaines, en particulier du point de vue des services publics minimaux espérés dans ces bastions de l'ANC. Les townships sont restés les ghettos urbains qu'ils étaient sous l'apartheid, sans guère d'améliorations, alors qu'ils se sont étendus, pour devenir de vastes bidonvilles mordant sur les campagnes. Sur des kilomètres carrés, à perte de vue, ont été construites des cabanes en tôle ondulée et de petites maisons faites de briques, de bois et de terre, avec ici ou là quelques blocs de maisons, minuscules et de piètre qualité, construites sur commande du gouvernement.

Diepsloot, un nom qui signifie « fossé profond », en est une bonne illustration, si l'on peut dire. Cette cité faite de cabanes, située au nord de Johannesburg, a grandi au début des années

1990 et abriterait, selon les chiffres officiels, 350 000 personnes – en fait probablement le double. Sa population ne prend plus la peine de voter. Et nombreux sont sans doute ceux qui, même s'ils le voulaient, n'auraient pas le droit de voter, car ce sont des immigrés arrivés il y a plus ou moins longtemps des pays voisins. Mais c'est dans de telles localités que la population s'est organisée au cours des deux dernières décennies. Et il y a de bonnes raisons de penser que des endroits comme Diepsloot pourraient devenir, dans un futur proche, les bases d'une riposte concertée de la classe ouvrière.

Les travailleurs informels et les habitants des cabanes n'ont en effet jamais cessé, depuis des années, d'organiser des manifestations pour revendiquer un minimum de services publics. Ils sont privés de tout : eau potable au robinet, assainissement, électricité, routes pavées... Ils manquent également d'écoles, de services sociaux, de dispensaires avec des soins médicaux de base. Et ils n'auraient probablement rien du tout sans leurs propres efforts pour s'aider eux-mêmes, et sans l'aide des ONG. Leurs capacités d'organisation sont grandes. Elles remontent aux actions civiques des années 1980, quand des groupes ouvriers, de quartier ou syndicaux, ont surgi dans tous les townships et ont appris à se gouverner, tout en rendant l'Afrique du Sud blanche ingouvernable.

LE COVID ACCÉLÈRE LA SPIRALE DESCENDANTE

La pandémie et les restrictions strictes qui l'ont accompagnée, y compris l'interdiction de l'alcool et de la cigarette, ont fait que même trouver de la nourriture est devenu parfois impossible pour la fraction la plus pauvre de la population. Alors que près des trois quarts

SIPHIME SIBEKO / REUTERS



Le township Alexandra, à Johannesburg.



24 juin 2021 : manifestation de salariés et d'étudiants réclamant la réouverture complète de l'hôpital Charlotte Maxeke, en partie fermé depuis l'incendie d'avril 2021. Sur la pancarte : « Les patients méritent mieux ».

des jeunes sont sans travail, il n'est pas surprenant que des files d'attente de plusieurs kilomètres se soient formées devant les soupes populaires installées dans les villes. Dans les zones rurales, des personnes sont mortes de faim. Et la malnutrition infantile a fait un retour en force.

Malgré un taux de contamination au Covid relativement faible, y compris pendant la vague Omicron, les hôpitaux du pays ont été dès le départ totalement débordés. Il faut dire qu'ils étaient déjà délabrés, y compris l'hôpital Chris Hani (anciennement Baragwanath) de Soweto, pourtant l'un des hôpitaux universitaires les plus prestigieux du pays malgré son surpeuplement permanent. Fenêtres cassées, toilettes hors service, portes manquantes, absence de linge de lit : ces problèmes sont généralisés. Et, comme si cela ne suffisait pas, le principal hôpital de Johannesburg, l'immense hôpital Charlotte Maxeke, a été en partie incendié en avril 2021. Le premier rapport publié après l'incendie dit tout : « *Il n'y avait pas que les portes coupe-feu et les raccords de bouches d'incendie (souvent manquants car ils avaient été volés) qui étaient défectueux à Charlotte Maxeke. [...] (Les pompiers) n'ont pas reçu*

le plan d'ensemble du bâtiment ni ceux des étages. [...] Les systèmes de détection de fumée, les alarmes incendie, les systèmes de gicleurs et les mécanismes qui auraient dû déclencher les portes magnétiques anti-fumée n'étaient pas en état de fonctionner. Il y avait aussi un débit d'eau insuffisant et une faible pression aux bornes-fontaines. » Si bien que cet établissement et son équipement ont été inutilisables par la population à l'heure où elle en avait le plus besoin !

Toutefois, les instituts de recherche en Afrique du Sud ont été parmi les leaders mondiaux dans l'étude du coronavirus. Ce sont des scientifiques sud-africains qui, début novembre, ont identifié et séquencé pour la première fois le génome du variant Omicron hautement contagieux. Les restrictions aux voyages presque immédiatement imposées au pays par la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union européenne ont donné au président Ramaphosa l'occasion de se poser en victime et de rendre d'autres que lui responsables de la catastrophe sociale de plus en plus grave dans laquelle le pays s'enfonce, catastrophe qui a moins à voir avec le Covid qu'avec l'incapacité totale de son gouvernement.

Le fait que l'Afrique du Sud dispose toujours d'institutions scientifiques de haut niveau reflète son développement inégal par le passé, qui s'appuyait sur ses richesses naturelles et la surexploitation, proche de l'esclavage, de la majorité noire.

La capacité de l'Afrique du Sud à produire une recherche de pointe, en l'occurrence dans le domaine du Covid, à égalité ou presque avec les pays les plus riches, est un héritage de cette société raciste et ségréguée. Ce système était capable de produire des universitaires et des professionnels (presque tous blancs) hautement éduqués et qualifiés. Et c'était en même temps l'un des États les plus répressifs au monde, dirigé par une minorité blanche extrêmement réactionnaire, et conçu pour opprimer exclusivement la classe ouvrière noire.

TRENTE ANS APRÈS L'ABOLITION OFFICIELLE DE L'APARTHEID

Ce système a commencé à s'effondrer au milieu des années 1970, lorsque la révolte de la population noire a vraiment commencé, s'étendant aux townships et à une classe ouvrière qui s'organisait et se syndiquait pour la première fois à vitesse accélérée, au point, de menacer l'apartheid d'une véritable révolution vers le milieu des années 1980. Mais le capital international et le régime de la minorité blanche garant de ses intérêts en Afrique du Sud étaient préparés à cela. Fortement présents dans l'économie sud-africaine, les représentants de la bourgeoisie internationale eurent des entretiens secrets avec le gouvernement sud-africain et ses responsables dès le début des années 1980. Quand en 1982 les dirigeants du mouvement de libération – l'ANC et le Parti communiste d'Afrique du Sud – furent transférés de leur isolement sur Robben Island à



16 juin 1976 : la révolte du township de Soweto, commencée contre la langue afrikaans imposée à l'école.

la prison de Pollsmoor sur le continent, cela faisait partie de ce processus de « réforme ».

En 1985, le président P.W. Botha, un « dur » de l'apartheid, proposa même de libérer le leader de l'ANC, Nelson Mandela, à condition qu'il dénonce la politique « violente » de sa propre organisation... Cette stratégie finit par porter ses fruits pour la classe dirigeante et le grand capital : lorsqu'en 1990 Mandela fut finalement libéré, ce fut après avoir accepté un compromis avec le régime blanc, comme requis. C'est alors qu'eurent lieu les négociations officielles pour une transition vers un suffrage majoritairement noir, débouchant sur les premières élections démocratiques dans l'histoire du pays, en 1994, une transition symbolisée par l'élection « naturelle » de Mandela à la présidence de la nouvelle Afrique du Sud. Mais, derrière la façade, la plupart des anciennes institutions sont restées intactes.

Vingt-sept ans plus tard, cette façade est en train de s'écrouler. L'Afrique du Sud a été l'un des pays d'Afrique subsaharienne

les plus riches jusque dans les années 1990 (seul le Nigeria, riche en pétrole, la surpassait, en raison de sa taille). Mais une fois que la classe capitaliste, celle des pays impérialistes comme celle d'Afrique du Sud, n'a plus eu la possibilité de s'appuyer sur la surexploitation de la classe ouvrière noire comme elle l'avait fait sous l'apartheid, l'économie a lentement glissé vers une position beaucoup moins favorable. Et, comme c'est le cas dans tous les autres pays pauvres, son économie, dépendante des investissements et des prêts des riches pays occidentaux, ainsi que du commerce avec eux, a lentement décliné. Ce déclin s'est accéléré à la suite du krach financier de 2008, de la crise économique en cours dont le monde entier ne voit pas le bout, et du fait de la pandémie et de ses conséquences.

Aujourd'hui, les touristes qui visitent l'Afrique du Sud, en particulier les jeunes Noirs des pays riches, sont choqués de voir à quel point la séparation entre Blancs et Noirs se perpétue, et à quel point les différences de classe coïncident encore avec

les différences de couleur de peau, trois décennies après la fin supposée de l'apartheid. Cet apartheid social est partie intégrante de l'ordre politique issu de la transition post-apartheid, mais pas seulement. C'est aussi, manifestement, un ordre social que le monde impérialiste trouve à son goût et soutient, d'autant plus en cette période où, de récession en crise du Covid, les capitalistes ont besoin de s'attaquer à la classe ouvrière, aux salaires comme aux conditions de travail, pour maintenir leurs profits. [...].

* * *

Pour l'avenir, tout dépend de la capacité de la classe ouvrière à se rassembler et à reconstruire ses organisations, en collaboration avec les groupes informels existants qui, malgré le contexte, ont continué à militer. Mais l'avenir dépend aussi et surtout de l'ouverture de nouvelles perspectives politiques véritablement communistes, et donc internationalistes, rompant complètement avec le passé nationaliste, stalinien et maoïste.

21 décembre 2021



L'école des cadres du Parti social-démocrate d'Allemagne en 1907.

Rosa Luxemburg est la quatrième personne debout à partir de la gauche. La cinquième est August Bebel.

Lire Rosa Luxemburg

En novembre 2021, l'éditeur Agone et le collectif Smolny ont réédité l'*Introduction à l'économie politique* de Rosa Luxemburg (1871-1919)¹. Il s'agit du premier tome, initialement paru en 2009, des *Œuvres complètes de la dirigeante révolutionnaire*, dont cet éditeur a aujourd'hui publié cinq volumes.

Introduction à l'économie politique est l'édition, par Rosa Luxemburg elle-même, des cours qu'elle avait donnés à l'école centrale du Parti social-démocrate allemand entre 1907 et 1909. Ce travail, accompli alors qu'elle était emprisonnée durant la Première Guerre mondiale, fut en partie retrouvé et publié pour la première fois en 1925. Ce livre constitue toujours aujourd'hui, et sans doute pour de longues années encore, un trésor pour les militants ouvriers révolutionnaires.

Rosa Luxemburg commence par démontrer que l'économie politique (en allemand : l'économie nationale) n'existe pas, ni comme science, ni comme fait. En décrivant, à la manière de Marx et Engels dans le Manifeste du parti communiste de 1848, l'histoire de l'expansion du capitalisme, elle démontre que ce système est mondial. L'image qu'elle en donne est frappante : « Certes, si nous examinons une entreprise privée

isolée, une usine moderne ou un puissant complexe d'usines, comme chez Krupp, une entreprise agricole d'Amérique du Nord, nous y trouvons l'organisation la plus rigoureuse, la division du travail la plus poussée, la planification la plus raffinée, basée sur les connaissances scientifiques. Tout y marche à merveille, sous la direction d'une volonté, d'une conscience. Mais, à peine avons-nous franchi les portes de l'usine ou de la farm [ferme industrielle américaine], que nous nous retrouvons plongés dans le chaos. Tandis que les innombrables pièces détachées – et une entreprise privée actuelle, même la plus gigantesque, n'est qu'une infime parcelle de ces grands ensembles économiques qui s'étendent à toute la terre –, tandis donc que les pièces détachées sont organisées rigoureusement, l'ensemble de ce qu'on appelle "l'économie politique", c'est-à-dire l'économie capitaliste mondiale, est complètement inorganisé. Dans l'ensemble qui couvre les océans et les continents, ni plan,

ni conscience, ni réglementation ne s'affirme; des forces aveugles, inconnues, indomptées, jouent avec le destin économique des hommes. Certes, aujourd'hui aussi, un maître tout-puissant gouverne l'humanité qui travaille : c'est le capital. Mais sa forme de gouvernement n'est pas le despotisme, c'est l'anarchie. » Quoi de plus actuel ?

Cette compréhension de l'unité contradictoire de l'économie mondiale permettait à Rosa Luxemburg de s'orienter dans les questions quotidiennes, politiques et historiques posées au mouvement ouvrier de son temps. Pour déterminer les tâches de l'heure, elle raisonnait à partir de l'existence d'un prolétariat mondial, de ses possibilités concrètes, de la nécessité de lui donner conscience de sa force. On en trouve des illustrations dans le tome 3 des *Œuvres*, consacré aux problèmes du mouvement ouvrier en France et, évidemment, dans le tome 4, qui comprend la célèbre Bro-

¹ Pour une esquisse biographique de Rosa Luxemburg et un aperçu de ses différences d'appréciation avec Lénine, se reporter à l'article « Rosa Luxemburg : socialiste, révolutionnaire, internationaliste », *Lutte de classe*, n° 197, février 2019. Pour une biographie complète, voir Paul Frölich, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, éditions L'Harmattan, 1999.

chure de Junius de 1915, manifeste internationaliste, brûlot communiste qui espère, prévoit et prépare la vague révolutionnaire de 1917.

Cette même compréhension, aiguïlée par la lecture de Rosa Luxemburg, doit fonder l'optimisme révolutionnaire des nouvelles générations et lui servir de boussole. Elle est une des bases marxistes qui permettent de résister à toutes les modes, du tiers-mondisme des années 1960 à la décroissance aujourd'hui, et à toutes les variantes du nationalisme, du presque rose au carrement brun. Que valent en effet les piteux programmes de relocalisation, la défense du « produisons-français, européen, local, bas-breton, ouest-tarnais, etc. », devant la réalité de l'économie mondiale et les possibilités ouvertes par l'existence du prolétariat international ? Que valent les discours criminels des gouvernements contre les migrants et les piteuses contorsions de bien des « démocrates » devant l'affirmation que non seulement la classe ouvrière n'a besoin d'aucune frontière et les abolira toutes, mais que l'histoire conduit à ce résultat ? Et, au-delà des étroites questions de l'heure, que valent les obstacles dressés par les possédants et la pesante routine, devant la force de la nécessité historique, de la volonté militante et de la passion révolutionnaire ?

Poursuivant l'œuvre commencée dans le *Manifeste du parti communiste* et *Le capital* de Marx, Rosa Luxemburg a explicité les transformations de la société bourgeoise et de l'économie capitaliste, la concentration toujours plus poussée, la conquête du globe terrestre, la destruction de toutes les formes sociales non capitalistes, l'impérialisme et ses corollaires, le militarisme et la montée vers la guerre. Le tome 5 de ses *Œuvres complètes*, *L'accumulation du ca-*

pital, paru en 1913, est consacré à cette question. Malgré la difficulté du texte, le lecteur d'aujourd'hui ne peut, là encore, qu'être frappé par son actualité. La thèse de Luxemburg, très discutée à l'époque et dans les décennies suivantes, est que l'expansion du capital trouve sa limite lorsque toutes les formes de sociétés précapitalistes ont été détruites et leurs populations assassinées ou absorbées par le marché capitaliste. Elle en voyait l'illustration dans le déclenchement de la guerre de 1914, durant laquelle les impérialismes rivaux, faute de pouvoir découvrir de nouveaux marchés et colonies, se disputaient les pays déjà conquis. Il y a un siècle, Rosa Luxemburg et ses contradicteurs, dont de très honorables révolutionnaires, tentaient de démontrer – ou de contredire – cette thèse par de savantes et souvent pédantes considérations. Cent ans, deux guerres mondiales, la domination absolue de l'impérialisme américain, puis des décennies de crise permanente sont passés. Et il reste que l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le système capitaliste ressemble par de nombreux traits à celle que prévoyait Rosa Luxemburg.

Il faut souhaiter qu'Agone et Smolny trouvent les moyens de poursuivre leur travail et éditent les classiques de Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution*, *Grève de masse, parti et syndicat*, les textes sur la révolution russe de 1917, sur la fondation du Parti communiste d'Allemagne et bien d'autres. Le travail d'édition d'Agone-Smolny comprend comme il se doit des notes explicatives, des préfaces et postfaces, des biographies et des index. Outre une information utile et soignée, l'éditeur y développe bien entendu ses propres idées politiques, qui le conduisent à tenter d'utiliser les écrits de Rosa Luxemburg

contre Lénine et le bolchevisme. Le lecteur attentif des *Œuvres* pourra se faire lui-même son idée. Souhaitons également que redeviennent disponibles les articles que Luxemburg donnait à la presse sociale-démocrate allemande. Elle écrivait alors pour des centaines de milliers, voire des millions de lecteurs, ouvriers, mères de famille, jeunes des quartiers populaires. Ses écrits naturellement leur permettaient de comprendre les dessous de la politique mondiale, les problèmes et les combats du mouvement ouvrier dans divers pays (cf. tome 3, *Le socialisme en France*). Mais Rosa Luxemburg faisait plus encore : à partir de faits divers qui frappaient l'imagination ou la sensibilité populaires : elle démontrait la responsabilité de la société de classes, le poids de l'oppression, le mensonge systématique des possédants et la nécessité de toujours leur opposer le programme et l'idéal prolétariens (cf. « Dans l'asile de nuit » et « L'éruption de la montagne Pelée », par exemple, sur le site marxists.org).

Dans sa *Brochure de Junius* déjà citée, Luxemburg parlait du trésor confié à la classe ouvrière, que celle-ci devait conserver précieusement dans les horreurs de la guerre, les destructions et les massacres. Il s'agissait des traditions révolutionnaires, de l'œuvre de Marx et Engels, de la mémoire et du programme communistes. Elle avait elle-même à de multiples reprises insisté sur la nécessité d'étudier « l'héritage de nos maîtres » (cf. *À l'école du socialisme*, tome 2). La vie, l'action et les écrits de Rosa Luxemburg font depuis longtemps partie de ce trésor, et les révolutionnaires d'aujourd'hui se doivent, pour pouvoir le transmettre aux suivants, de les étudier avec toute la passion nécessaire.

14 janvier 2022

Les autres publications de Lutte ouvrière

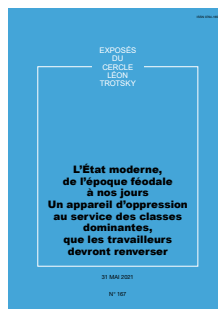
L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,50 €.

Les exposés du
Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/ CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours. Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser (n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871 (n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines (n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste: du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme (n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis: après des élections en temps de crise (n° 163, 14 novembre 2020)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués...
Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail :
www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page :
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Nouveautés

Communiste, révolutionnaire, internationaliste !
Nathalie Arthaud

10 €, e-book : 5 €

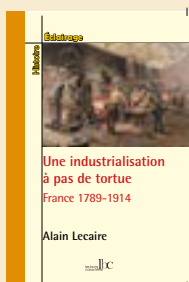


Cahiers de Verkhnéouralsk
Écrits de militants trotskystes soviétiques (1930-1933)
Collection Classiques
(À paraître)



Comptes et légendes
Les dessous des statistiques économiques
de Alain Lecaire

Collection Éclairage n° 22
8,20 €, e-book : 4,10 €



Toujours militante
Arlette Laguiller

13,50 €, e-book : 6,75 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



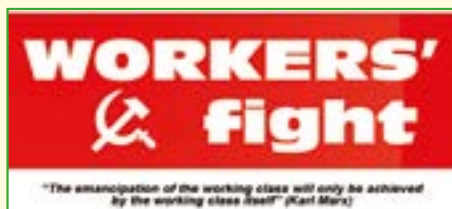
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>